chiffrons.fr

Le programme chiffré

102 mesures en 14 thèmes, chacune chiffrée sur 5 ans, sourcée et rattachée à son vecteur juridique.

+7 Md€
par an, soit +35 Md€ sur 5 ans : solde du programme complet

5,17 %
déficit résultant, contre 5,4 % du PIB en 2026

73,2 Md€
par an : l'effort nécessaire pour repasser sous 3 %

Version du 3 novembre 2026 — données du jeu ouvert publié sur https://chiffrons.fr/donnees/.

Publié anonymement, sans parti ni candidature. Ce document reprend, pour chaque mesure, son chiffrage, son résumé et son vecteur juridique ; le diagnostic, le financement détaillé, le calendrier et les sources sont sur chaque fiche en ligne.

Avant de lire : conventions de lecture

Ces conventions s'appliquent à tous les montants de ce document. Les ignorer produit un contresens d'un facteur cinq ou un signe inversé.

1. **Horizon.** Tous les chiffrages de mesures sont **cumulés sur 5 ans**. Le déficit public et l'effort de redressement sont **annuels**. Comparer directement un chiffrage à un déficit multiplie la mesure par 5. Formulation correcte : « X Md€ par an, soit 5X sur 5 ans ».
2. **Signe.** Sur les fiches, un **coût net négatif** désigne une économie ou une recette. L'« effet sur le solde public » indiqué ici suit la convention inverse, celle du simulateur et des données ouvertes : **positif = améliore le solde public**, négatif = le dégrade.
3. **Brut et net.** Le coût brut est le coût complet de la mesure, avant toute contrepartie ; le coût net est ce qu'il en reste une fois déduites les recettes et les économies qu'elle produit. Sur une mesure de recette, le brut n'est pas le montant collecté mais le coût de sa mise en œuvre.
4. **Limites assumées.** Aucun effet de retour n'est modélisé ; les mesures sont supposées additives ; leurs incompatibilités ne sont pas documentées ; la distinction entre économie et recette n'existe pas dans les données. Les dépenses apparaissent donc avec leur coût et sans leur bénéfice.
5. **Auteur.** Le site est publié anonymement et ne représente ni parti, ni candidature, ni organisation. Sa seule caution est que chaque chiffre renvoie à une fiche qui publie ses hypothèses, ses sources et son vecteur juridique.

Synthèse chiffrée

- 102 mesures chiffrées en 14 thèmes : 34 améliorent le solde public, 65 le dégradent, 3 sont neutres.
- Solde du programme complet : **+7 Md€ par an, soit +35 Md€ sur 5 ans**.
- Déficit public 2026 : 5,4 % du PIB, soit 164,8 Md€ (source nommée : PLF 2027 — avis du Haut Conseil des finances publiques n° 2026-5, octobre 2026).
- Effort pour repasser sous 3 % du PIB : **73,2 Md€ par an**. Le programme complet en couvre environ 10 % et ramène le déficit de 5,4 % à 5,17 % du PIB.
- En ne retenant que les mesures qui améliorent le solde : 143,5 Md€ par an, déficit ramené à 0,7 % du PIB.

> Le programme complet **ne ramène pas** le déficit sous 3 % du PIB. Ce n'est pas un plan de réduction du déficit mais un plan de réaffectation : le site l'écrit lui-même.

Solde par thème

THÈME	MESURES	PAR AN	SUR 5 ANS
Agriculture & ruralité	7	−5,21 Md€	−26,1 Md€
Culture	4	−1,6 Md€	−8 Md€
Écologie & transition	10	−19,2 Md€	−95,9 Md€
Économie & fiscalité	16	+107,8 Md€	+539,1 Md€
Éducation & jeunesse	13	−39,3 Md€	−196,4 Md€
Immigration & intégration	1	−200 M€	−1 Md€
Institutions & démocratie	13	+10,9 Md€	+54,6 Md€
International & défense	3	−8,6 Md€	−43 Md€
Justice	3	−1,7 Md€	−8,5 Md€
Logement	4	−6,24 Md€	−31,2 Md€
Numérique & souveraineté	3	+2,18 Md€	+10,9 Md€
Santé	16	−28,5 Md€	−142,3 Md€
Sécurité & police	3	−5,9 Md€	−29,5 Md€

THÈME	MESURES	PAR AN	SUR 5 ANS
Travail & emploi	6	+2,44 Md€	+12,2 Md€

Les cinq mesures qui améliorent le plus le solde

MESURE	PAR AN	SUR 5 ANS
Stratégie d'équilibre budgétaire	+33,6 Md€	+167,9 Md€
Supprimer 80 % des niches fiscales	+26 Md€	+130 Md€
Réforme des collectivités locales	+15 Md€	+75 Md€
Refonte paramétrique des retraites	+11 Md€	+55 Md€
Subventions remboursables	+6 Md€	+30 Md€

Les cinq mesures qui le dégradent le plus

MESURE	PAR AN	SUR 5 ANS
Plan France Climat 2030	−20 Md€	−100 Md€
Refondation du système de santé français	−18 Md€	−90 Md€
Plan Famille & Natalité	−15 Md€	−75 Md€
Refondation de l'école française	−9 Md€	−45 Md€
Recherche, universités et innovation	−6 Md€	−30 Md€

Sommaire par thème

Effet annuel sur le solde public, positif = améliore. Chaque intitulé renvoie à sa section.

Agriculture & ruralité

Agriculture & souveraineté alimentaire	−2 Md€
Alimentation durable	−30 M€
Bien-être animal & réduction de la consommation animale	+200 M€
Politique de la Mer France 2032	−2,4 Md€
Politique de la Montagne	−200 M€
Protection des animaux de compagnie	−280 M€
Vitalité des territoires ruraux hyper-périphériques	−500 M€

Culture

Culture, langue française et francophonie	−600 M€
ESS, don, bénévolat, francophonie et culture 360°	−400 M€
Presse et pluralisme	−200 M€
Tourisme stratégique	−400 M€

Écologie & transition

Économie circulaire	+280 M€
Filière hydrogène vert souverain	−1 Md€
Fin de l'ARENH et souveraineté énergétique	+5 Md€
Mobilité quotidienne	−1,6 Md€
Ombre urbaine et climatisation passive	−200 M€
Plan Eau France 2032	−1,06 Md€
Plan France Climat 2030	−20 Md€
Précarité énergétique	−800 M€
Santé environnementale	−400 M€
Souveraineté minière	+600 M€

Économie & fiscalité

Contrat République-Entreprise	+5 Md€
Créer le Fonds Public Souverain de Retraite (FPSR)	−50 M€
Désendettement citoyen volontaire	+900 M€
Doctrine de l'État actionnaire actif	+1,4 Md€
État entrepreneur	0 €
Fiscalité successorale et transmission équitable	+1,6 Md€
Recettes fiscales ciblées	+4,4 Md€
Refonte de l'IS et politique PME/PMI	+5,6 Md€
Refonte de la fiscalité locale	+2 Md€
Refonte paramétrique des retraites	+11 Md€
Souveraineté financière de la dette française	+3,4 Md€
Stratégie d'équilibre budgétaire	+33,6 Md€
Subventions remboursables	+6 Md€
Supprimer 80 % des niches fiscales	+26 Md€
Taxe sur les rachats d'actions fléchée vers les salariés	+1 Md€
TVA sociale (modèle allemand 2007)	+6 Md€

Éducation & jeunesse

Décrochage scolaire	−600 M€
Écoles Nationales d'Excellence France 2032	−540 M€
Éducation financière universelle	−300 M€
Erasmus France Monde 2032	−740 M€
Lycée pro & apprentissage revalorisés	−800 M€
Numérique éducatif responsable et IA en classe	−200 M€
Petite enfance 0-6 ans	−1 Md€
Plan Famille & Natalité	−15 Md€
Politique jeunesse 16-30 ans	−500 M€
Protection de l'enfance	−5 Md€
Recherche, universités et innovation	−6 Md€
Refondation de l'école française	−9 Md€
Régulation de l'enseignement supérieur privé lucratif	+400 M€

Immigration & intégration

Politique migratoire assumée	−200 M€

Institutions & démocratie

Commande publique souveraine et rationalisée	+1,6 Md€
Créer la Réserve nationale d'expérience	−700 M€
Démocratie directe à la suisse	−300 M€
Égalité Femmes-Hommes	−1 Md€
Exemplarité de la sphère politique	+300 M€
Fin de vie politique	0 €
Mandat citoyen	+24 M€
Réactiver le Service national	−3,4 Md€
Réduire de 120 000 les effectifs publics non régaliens	−1,5 Md€
Réforme des collectivités locales	+15 Md€
Revue des agences et opérateurs de l'État	+2,4 Md€
Simplification de l'administration centrale	+1 Md€
Sortir du statut à vie dans la fonction publique	−2,5 Md€

International & défense

Défense & Armées	−6 Md€
Diplomatie, Europe et politique internationale	−1 Md€
Outre-mer stratégique	−1,6 Md€

Justice

Justice administrative et Conseil constitutionnel	−400 M€
Justice civile et institutionnelle	−900 M€
Réinsertion post-carcérale	−400 M€

Logement

Construire local et durable	0 €
Étendre l'encadrement des loyers à toutes les zones tendues	−40 M€
Logement complet	−5 Md€
Politique de la ville et banlieues	−1,2 Md€

Numérique & souveraineté

Ambition spatiale civile française	−220 M€
Cybersécurité citoyenne et PME	+400 M€
Souveraineté numérique et technologique	+2 Md€

Santé

Aidants familiaux	−1,2 Md€
Allocation Dignité Universelle (ADU)	−5 Md€
EHPAD & virage domicile	−1 Md€
Fin de vie & soins palliatifs	+200 M€
Grand âge à domicile et bien-vieillir actif 60-75 ans	−1,2 Md€
Handicap et inclusion universelle	−600 M€
Légalisation encadrée du cannabis	+860 M€
Plan Cancer 2032	−800 M€
Plan Sport pour tous	−1 Md€
Refondation du système de santé français	−18 Md€
Réguler l'installation des médecins libéraux	−180 M€
Santé mentale & pédopsychiatrie	−1,2 Md€
Souveraineté médicaments	+1 Md€
Sport de haut niveau et héritage JO 2024	−340 M€
Sport quotidien et lutte contre la sédentarité adulte	−200 M€
Vaccination universelle	+200 M€

Sécurité & police

Justice pénale humaine et efficace	−1,5 Md€
Pacte d'autorité républicaine	−3,4 Md€
Refonte Police-Population	−1 Md€

Travail & emploi

Allocation sociale unique et statut étudiant	+1 Md€
Entreprendre sans risque	−300 M€
Plan contre la fraude sociale et le travail dissimulé	+2,4 Md€
Plan PME-artisanat	−600 M€
Santé mentale et physique au travail	+740 M€
Travail toujours gagnant	−800 M€

THÈME

Agriculture & ruralité

7 mesures · effet sur le solde : −5,21 Md€ par an, soit −26,1 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/agriculture-ruralite/

Agriculture & souveraineté alimentaire

Agriculture & souveraineté alimentaire : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
28 Md€	**10 Md€**	**−2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −10 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder l'agriculture française en s'inspirant des meilleurs : Pays-Bas (2e exportateur agricole mondial sur un petit territoire grâce à l'intensif innovant), Danemark (transition progressive et coopérative), Suisse (qualité protégée), Nouvelle-Zélande (orientation export). Huit axes : (1) Revenus agricoles garantis (prix planchers, contractualisation longue durée, lutte contre les marges abusives de la grande distribution) ; (2) Plan installation jeunes (10 000 nouveaux agriculteurs/an, aide massive, transmission facilitée) ; (3) Souveraineté alimentaire (objectif 80 % d'autonomie sur produits clés d'ici 10 ans) ; (4) Transition agroécologique progressive (modèle danois, paiements pour services environnementaux) ; (5) Agriculture intensive raisonnée (modèle néerlandais : technologie + recherche + productivité) ; (6) Énergie agricole (biogaz, photovoltaïque, exploitations productrices d'énergie) ; (7) Lutte contre l'achat de terres françaises par des acteurs étrangers (Chine notamment) ; (8) Ruralité revitalisée (écoles, services publics, infrastructure numérique). Coût net 5 ans ~10 Md€, retour économique direct ~8 Md€ via baisse importations + hausse exports, et soutien massif au tissu rural et à la souveraineté.

Vecteur juridique : Loi cadre Agriculture + révision Code rural + LF + adaptation PAC + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/agriculture-souverainete-alimentaire/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/agriculture-souverainete-alimentaire.pdf

Alimentation durable

Alimentation durable : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,6 Md€	**150 M€**	**−30 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −150 M€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder la relation des Français à leur alimentation par la pédagogie et le choix éclairé — jamais l'interdiction. Attaquer la demande plutôt que la production : baisse consommation animale → moins de pression sur pêche industrielle, élevage intensif, chasse commerciale, sans jamais légiférer contre ces filières directement. Le consommateur informé décide. Onze axes cohérents : (A) Éco-score alimentaire obligatoire A-E — 3 composantes (carbone, bien-être animal, biodiversité), équivalent Nutri-Score de l'impact ; (B) Campagne nationale pédagogique — santé publique (surconsommation viande et cancer colorectal, cardiovasculaire), environnement (élevage = 14,5 % des GES mondiaux, 15 000 L d'eau pour 1 kg bœuf), éthique animale, alternatives végétariennes et végétaliennes complètes ; (C) Éducation scolaire — module « manger, se nourrir » primaire → lycée (EMC + SVT + Économie), sorties pédagogiques agricoles y compris abattoirs à partir du lycée ; (D) Cantines publiques — 2 repas végétariens/semaine + 1 repas végétalien/semaine dans toutes les cantines (école, université, hôpital, EHPAD, administration, prisons), option végétarienne quotidienne obligatoire, option végétalienne sur demande garantie ; (E) Fiscalité incitative — TVA 5,5 % sur protéines végétales et alternatives, TVA majorée à 10 % sur viande d'élevage intensif (label, plein air, bio, terroir français inchangés) ; (F) Restauration commerciale — option végétarienne complète obligatoire >50 couverts, option végétalienne complète obligatoire >100 couverts, formation cuisiniers financée CPF ; (G) Marketing responsable — interdiction publicité viande industrielle (modèle Loi Évin) + interdiction publicités qui banalisent l'animal-produit (comparaisons choquantes type chaussettes/chambre à air vs viande) ; (H) Transparence origine — étiquetage 0-1-2-3 (bio plein air → élevage intensif) + suffixe R/V (Retraite prévue / Viande finale), le consommateur voit et choisit ; (I) Souveraineté protéines végétales — plan national légumineuses (pois, lentilles, féverole, pois chiches, haricots), passage de 5 % à 25 % d'autonomie en 5 ans (aujourd'hui 60 % d'importations soja Brésil) ; (J) Reconnaissance officielle de l'effet indirect biodiversité — baisse consommation animale = respiration écologique naturelle, cohérence Plan Eau réensauvagement, Bien-être animal, Protection animaux compagnie ; (K) Retraite des animaux d'élevage — plateforme nationale RetraiteAnimaux.gouv.fr, prime éleveur au don (50 € poule / 200 € cochon / 500 € vache), réseau structuré familles d'accueil + sanctuaires labellisés (L214, Groin Groin, La Ferme des Rescapés),

reconnaissance officielle Journée de l'Éthique Animale (1er novembre) et statut « préférence végétalien » administratif garantissant repas 100 % végétalien en hôpital / EHPAD / prison / école. Coût brut ~3,65 Md€/5 ans, économies santé publique + TVA majorée ~3,5 Md€, net ~+150 M€ (quasi-neutre).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code rural + Code consommation + CGI + Code santé publique) + LF + décrets ADEME/DGCCRF/ARCOM

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/alimentation-durable-pedagogie/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/alimentation-durable-pedagogie.pdf

Bien-être animal & réduction de la consommation animale

Bien-être animal & réduction de la consommation animale : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,5 Md€	**−1 Md€**	**+200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +1 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Mesure articulée autour d'un principe simple : on n'impose aucun régime alimentaire, mais on informe, on rééquilibre l'offre, et on aligne les modes d'élevage sur la dignité animale ET sur la transition écologique. Cinq axes : (1) Fin progressive de l'élevage en cages d'ici 2032 (poules pondeuses, lapines, truies — modèle allemand 2025), avec accompagnement financier de la transition pour les éleveurs ; (2) Étiquetage généralisé du mode d'élevage (modèle « Étiquette Bien-Être Animal » EBEA 2024 généralisée à tous les produits d'origine animale, A→E) ; (3) Renforcement du contrôle des abattoirs (vidéosurveillance obligatoire, doublement des inspections) ; (4) Sensibilisation et rééquilibrage : campagnes nationales sur la souffrance animale et l'impact climatique de l'élevage industriel (15 % des émissions GES mondiales), obligation pour toutes les cantines scolaires, hôpitaux, prisons, administrations et restaurants d'entreprise de proposer au moins 1 repas 100 % végétal par semaine (objectif quotidien à 5 ans) ; (5) Avantages fiscaux pour les restaurants privés proposant régulièrement une offre 100 % végétale (déduction d'IS, TVA réduite à 5,5 % sur les plats végétaux concernés). Aucune contrainte sur le régime des particuliers — l'objectif est d'élargir le champ des possibles, pas de restreindre.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (cages + cantines + abattoirs) + décrets + dispositif fiscal en LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/bien-etre-animal-reduction-consommation/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/bien-etre-animal-reduction-consommation.pdf

Politique de la Mer France 2032

Politique de la Mer France 2032 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
20 Md€	**12 Md€**	**−2,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −12 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

La France a la **2e Zone Économique Exclusive au monde** (11,7 M km²) et n'en tire que ~1,5 % de son PIB (vs 20 % pour la Norvège). Cette mesure structure la souveraineté maritime autour de 10 axes : Plan Marine Marchande (500 navires en 2032 vs 200), participations d'État à 50 % dans les Chantiers de l'Atlantique et chantiers stratégiques, éolien offshore à 40 GW en 2032 (vs 1 GW aujourd'hui), aquaculture souveraine (importations 85 % → 30 %), 3 grands ports français en top 5 UE, Ifremer +50 %, surveillance militaire renforcée de la ZEE, moratoire assumé sur l'exploitation des minéraux profonds, redevance ZEE hydrocarbures/minéraux et taxe pavillon complaisance. Coût net 5 ans : ~-12 Md€ (investissement stratégique), contribution nette à partir de l'an 10 : ~+10 Md€/an.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + participations d'État Chantiers Atlantique + décrets ZEE + conventions ports + fiscalité pavillon

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/politique-mer-france-2032/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/politique-mer-france-2032.pdf

Politique de la Montagne

Politique de la Montagne : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2 Md€	**1 Md€**	**−200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

La montagne française (Alpes, Pyrénées, Massif Central, Jura, Vosges, Corse) couvre **~25 % du territoire national** et abrite ~10 M d'habitants. Elle vit une double crise : **fin du cycle neige** pour 30 % des stations de ski basses (< 1 800 m), et **cohabitation** avec les grands prédateurs (loups ~1 100, ours ~80, lynx ~200). Cette mesure crée un **statut Territoire Montagne Vitale** (TMV) qui reprend et adapte le statut Territoire Vitalité Prioritaire aux spécificités montagne, refonde les refuges (400 refuges rénovés), aide la reconversion 4 saisons des stations basses (fonds État 500 M€/5 ans), encadre la cohabitation grands prédateurs (mesures acceptables et documentées), crée un **Institut de la Montagne Française** (recherche sur climat, biodiversité, économie). Coût net 5 ans : ~-1 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire montagne + révision code de l'urbanisme (haute altitude) + convention pluriannuelle Régions

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/politique-montagne-territoires-alpins/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/politique-montagne-territoires-alpins.pdf

Protection des animaux de compagnie

Protection des animaux de compagnie : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1,9 Md€	**1,4 Md€**	**-280 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1,4 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder la protection des animaux de compagnie (chiens, chats, NAC) en France pour réduire massivement les 100 000 abandons/an et les 50 000 euthanasies/an. Principe : rendre l'engagement d'adoption financièrement responsable dès le premier jour, sans pénaliser les foyers modestes. Dix axes : (A) Mutuelle animal obligatoire dès premier mois d'adoption, socle plafonné 15 €/mois (véto de base + accident + hospitalisation) ; (B) Chèque Mutuelle Animal permanent pour foyers <1,5 SMIC, versant 80 % du socle par URSSAF-CAF, mais conditionné à 4 volets de responsabilité (retrait automatique en cas de maltraitance signalée, suspension en cas de rappels vaccinaux non honorés, non-versement en cas d'abandon, module éducatif à l'adoption obligatoire) ; (C) Adoption en refuge SPA/association agréée entièrement prise en charge (puce + stérilisation + 1ère année mutuelle) vs achat en animalerie/éleveur à charge intégrale ; (D) Identification I-CAD obligatoire et unifiée (chiens + chats + NAC), contrôle vétérinaire systématique, amende 500 € en cas de non-conformité ; (E) Stérilisation subventionnée à 100 % pour foyers <1,5 SMIC ; (F) Fin des ventes en animalerie de chiens et chats confirmée 2028, moratoire strict des ventes en ligne, plafond de portées par éleveur ; (G) Peines plancher maltraitance animale grave 6 mois ferme dès 1ère infraction + interdiction de détention 10 ans + fichier ANORA (Autorité Nationale de la Responsabilité Animale) ; (H) Financement pérenne des refuges par taxe 30 € sur ventes commerciales + éducation à la responsabilité animale en école primaire ; (I) Brigade vétérinaire DDPP + module éducatif obligatoire à l'adoption (30 min avec attestation) ; (J) Détection proactive par suivi vaccinal I-CAD — algorithme mensuel, notification propriétaire au 1er rappel manqué, visite DDPP au 2e (détection anti-abandon et anti-maltraitance silencieuse). Coût brut ~380 M€/an, recettes/économies ~100 M€/an, net ~+1,4 Md€ sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code rural + Code pénal) + LF (chèque mutuelle, stérilisation) + décrets + réforme I-CAD

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/protection-animaux-compagnie/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/protection-animaux-compagnie.pdf

Vitalité des territoires ruraux hyper-périphériques

Vitalité des territoires ruraux hyper-périphériques : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,5 Md€	**2,5 Md€**	**-500 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

5 000 communes de moins de 500 habitants vivent une désertification silencieuse. Écoles fermées, services partis, boulangeries fermées, populations vieillissantes. La République n'a pas le droit d'abandonner ses villages. Cette mesure crée un **statut Territoire Vitalité Prioritaire** (TVP) pour ces communes avec : **IS à 10 % pendant 10 ans** pour toute entreprise s'y installant, **école et poste maintenues obligatoires < 300 hab**, **médecin de campagne itinérant + télémédecine avancée**, **transport à la demande subventionné** à 1 €/trajet, **aide installation jeunes agriculteurs/artisans** (bourse 15 000 €/an sur 3 ans + garantie locative), **réhabilitation logements vacants** (subvention 50 %), **budget participatif villageois** (les habitants décident de 20 % du budget municipal), **Fonds Coup de Pouce Rural** de 500 M€/an pour projets citoyens, **fibre pour tous 2030**. Coût net 5 ans : ~-2,5 Md€. Retour long terme : stabilité territoriale et démographique.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + loi de programmation ruralité + décret statut TVP + convention pluriannuelle France Ruralités

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/vitalite-territoires-ruraux-hyperperipherique/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/vitalite-territoires-ruraux-hyperperipherique.pdf

THÈME

Culture

4 mesures · effet sur le solde : −1,6 Md€ par an, soit −8 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/culture/

Culture, langue française et francophonie

Culture, langue française et francophonie : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
18 Md€	**3 Md€**	**-600 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −3 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Réinvestir massivement dans la culture, la langue française et la francophonie — l'un des leviers économiques les plus rentables (industrie culturelle française = ~95 Md€ de chiffre d'affaires, ~47 Md€ d'exports, 1,3 M d'emplois). Huit axes : (1) Rénovation et valorisation du patrimoine (cathédrales, châteaux, sites archéologiques, musées) ; (2) Audiovisuel public souverain renforcé (France Télévisions, Radio France, Arte) ; (3) Plan cinéma français (1 milliard de production annuelle, plateforme nationale) ; (4) Soutien massif à la création (écrivains, artistes plasticiens, musiciens, danseurs, comédiens) ; (5) Lecture publique partout (bibliothèques médiathèques, gratuité pour les jeunes) ; (6) Exports culturels stratégiques (cinéma, livre, musique, gastronomie, mode) ; (7) Langue française et francophonie (Alliance française, Institut français, langues anciennes) ; (8) Lutte contre l'uniformisation anglophone et culturelle. Coût net 5 ans ~3 Md€, retours mesurables significatifs et soft power inestimable.

Vecteur juridique : Loi cadre Culture + révision Loi Toubon + LF + révision Code propriété intellectuelle + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/culture-langue-francaise-francophonie/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/culture-langue-francaise-francophonie.pdf

ESS, don, bénévolat, francophonie et culture 360°

ESS, don, bénévolat, francophonie et culture 360° : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3 Md€	**2 Md€**	**-400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Package cohérent regroupant quatre sujets structurants complémentaires. **ESS** : reconnaissance statutaire renforcée des Sociétés Coopératives et Participatives et associations d'ESS (10 % du PIB, 2,4 M d'emplois), Chambre nationale ESS, contribution ESS abaissée. **Bénévolat et don** : Livret d'Engagement Citoyen étendu aux bénévoles associatifs (bonus concours), super-mécénat citoyen (déduction 90 % du don, plafond 500 €/an), reconnaissance temps bénévole comme équivalent Voie B ASU-Étudiant. **Francophonie internationale** : Alliance française × 3 (nombre d'implantations et budget), rayonnement TV5 renforcé, écoles françaises étrangères stabilisées, plan francophonie africaine. **Culture 360°** : Fonds patrimoine bâti mineur (chapelles, ponts, moulins), écoles de musique publiques dans chaque intercommunalité, arts plastiques territorialisés, refondation SACEM/SACD ouverte aux jeunes créateurs. Coût net 5 ans : ~-2 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire ESS + refonte code du bénévolat + convention pluriannuelle Culture × Régions × Communes

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/ess-benevolat-francophonie-culture-360/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/ess-benevolat-francophonie-culture-360.pdf

Presse et pluralisme

Presse et pluralisme : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2 Md€	**1 Md€**	**-200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Compléter la mesure Fin de vie politique / médias / partis / lobbies déjà votée (concentration médiatique <15 % d'audience, audiovisuel public refondé modèle BBC, financement partis stabilisé, registre lobbies HATVP) par une mesure structurante sur la presse écrite, le journalisme d'enquête, l'éducation aux médias et la régulation informationnelle. La presse française est en crise structurelle : 1 Md€/an d'aides mal ciblées (Cour des comptes 2023), précarisation massive du métier de journaliste, dépendance aux GAFAM, avènement des deepfakes IA génératifs. Dix axes : (A) Audiovisuel public consolidé avec redevance progressive plafonnée (0 pour foyers <1,5 SMIC, 30 €/an 1,5-3 SMIC, 120 €/an au-delà, 200 €/an >5 SMIC), gouvernance renouvelée avec conseil citoyen

tiré au sort ; (B) Refonte totale des aides à la presse — 1 Md€/an recalibrés selon 4 critères objectifs (indépendance capitalistique, pluralité, diversité géographique, effort déontologique), fin des aides historiques aux titres phares déclinants ; (C) Fonds Presse Indépendante 100 M€/an dédié aux médias indépendants (Mediapart, Blast, Reporterre, Splann!, Off-Investigation, Splash Info, presse locale indépendante), gouvernance par autorité indépendante modèle CNC ; (D) Journalisme d'enquête protégé — statut renforcé lanceur d'alerte (immunité pénale et civile pour révélations d'intérêt public), fonds public dédié 20 M€/an, FOIA à la française pour accès documents publics ; (E) Statut du journaliste — priorité CDI, fin abus pigistes (>50 % CA d'un titre = présomption salariat), conventions collectives sectorielles, formation continue 3 jours/an ; (F) Éducation aux médias obligatoire — module dès le collège 20 h/an sur reconnaissance fake news, IA générée, sources, méthodologie journalistique ; (G) Régulation IA générative et deepfakes informationnels — étiquetage obligatoire de tout contenu généré, sanction non-marquage jusqu'à 4 % CA, fabrique de deepfake illégal = délit 3 ans/45 000 € ; (H) Droit voisin GAFAM renforcé — obligation négociation collective par branche presse, taxe informationnelle 3 % CA France GAFAM affectée au Fonds Presse Indépendante ; (I) Diversité sociologique et géographique dans le journalisme — bourses écoles reconnues, retour formations en régions, quotas 30 % boursiers en 5 ans ; (J) Protection des journalistes — SLAPP sanctionnées (jusqu'à 100 000 € dommages-intérêts contre le poursuivant abusif), veille surveillance, protection déontologique par l'ARCOM. Coût brut ~2 Md€/5 ans, recettes/économies ~1 Md€, net ~+1 Md€ sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code presse + Code consommation + Code éducation) + LF + décrets ARCOM/CLEMI + création API

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/presse-pluralisme-journalisme/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/presse-pluralisme-journalisme.pdf

Tourisme stratégique

Tourisme stratégique : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,5 Md€	**2 Md€**	**-400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

La France est la 1re destination touristique mondiale (~100 millions de visiteurs en 2024) mais souffre d'un modèle déséquilibré : 65 % des nuitées internationales concentrées sur Paris-IDF et Côte d'Azur, sur-fréquentation des sites stars (Tour Eiffel, Mont Saint-Michel, Lourdes), territoires ruraux et industriels sous-exploités. Le programme vise un tourisme durable et qualitatif : (1) Plan déconcentration vers les 13 régions, label « Destinations France » pour 200 territoires ruraux/industriels avec investissement infrastructure ; (2) Bascule du modèle quantité → qualité (durée moyenne séjour 5 → 7 nuits, dépense moyenne +20 %) ; (3) Formation massive des saisonniers (50 000 contrats par an avec CFA dédié, plan métiers de bouche et hôtellerie) ; (4) Taxation Airbnb alignée sur l'hôtellerie classique (TVA, taxe de séjour, charges sociales), fin de l'asymétrie déloyale ; (5) Plan numérique tourisme avec plateforme publique de réservation et écosystème open data. Coût net 5 ans : +2 Md€ via investissement, mais ROI massif sur PIB tourisme (8 % PIB actuel, objectif 10 % en 5 ans).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Atout France + alignement fiscal meublés) + décrets + dispositif fiscal en LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/tourisme-strategique-qualite/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/tourisme-strategique-qualite.pdf

THÈME

Écologie & transition

10 mesures · effet sur le solde : −19,2 Md€ par an, soit −95,9 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/ecologie-transition/

Économie circulaire

Économie circulaire : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
8,5 Md€	**−1,4 Md€**	**+280 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +1,4 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Réformer en profondeur l'économie française pour sortir du modèle jetable et remettre la sobriété matérielle au cœur du contrat social. Aujourd'hui : loi AGEC 2020 peu appliquée, 0 condamnation pour obsolescence programmée en 10 ans, taux de recyclage à 42 % (vs objectif européen 65 %), 39 M tonnes de déchets ménagers/an, ~3 milliards de vêtements neufs vendus dont 40 % jamais portés, consigne perdue depuis les années 60. Douze axes cohérents : (A) Obsolescence programmée effective — peine plancher 6 mois ferme dès 1ère infraction, inversion de la charge de la preuve, cellule DGCCRF dédiée +200 ETP ; (B) Indice de durabilité obligatoire élargi à électronique, électroménager, textile, meubles, jouets, avec malus fiscal sur produits <4/10 ; (C) Bonus réparation universel + TVA à 5,5 % sur toute prestation de réparation (modèle portugais) — ~100 000 emplois créés ; (D) Repair Cafés institutionnalisés (1 par commune >5 000 hab) + Écoles de la réparation (CAP/BEP relancés) ; (E) Consigne allemande TOTALE — tout ce qui peut être consigné le devient d'ici 2032 (verre, PET, canettes, bocaux, pots yaourt, contenants alimentaires, produits ménagers), bornes automatiques obligatoires, consigne 15-30 centimes, objectif 90 % de retour ; (F) Réemploi — bourse nationale de matériaux industriels + plateforme grand public SecondeVie.gouv.fr + obligation X % réemployé dans marchés publics BTP ; (G) REP (Responsabilité Élargie du Producteur) renforcée — extension 7 nouvelles filières, objectifs contraignants, éco-modulation effective ; (H) Mode ultra-rapide (Shein, Temu) — écocontribution 10 €/article, interdiction publicité en ligne, transparence obligatoire ; (I) Économie de la fonctionnalité — fiscalité avantageuse produit-service, marchés publics prioritaires ; (J) Anti-gaspillage étendu — fin destruction invendus non-alimentaires, sanctions jusqu'à 1 % CA ; (K) France Réemploi — nouvel EPIC national avec 10 usines régionales (~5 000 ETP), bornes de dépôt dans toutes communes >500 hab, prix social selon revenus, priorité implantation quartiers populaires et zones rurales, traçabilité individuelle de chaque objet ; (L) Anti-gaspillage alimentaire renforcé — extension loi Garot à tous commerces alimentaires (dont <400 m²), doggy bag obligatoire en restauration, traçabilité des produits détruits, sanction 5 % CA en cas de destruction non justifiée. Coût brut ~8,5 Md€/5 ans, recettes/économies ~9,9 Md€, net ~+1,4 Md€ de gain sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code environnement + Code consommation + CGI) + LF + décrets + création EPIC France Réemploi

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/economie-circulaire-reparabilite/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/economie-circulaire-reparabilite.pdf

Filière hydrogène vert souverain

Filière hydrogène vert souverain : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
9 Md€	**5 Md€**	**−1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

L'hydrogène vert est la pièce manquante de la transition pour les secteurs qui ne peuvent pas être directement électrifiés : sidérurgie, fertilisants, chimie lourde, raffineries (pour leur propre conversion), transport maritime, aéronautique, poids lourds longue distance. Si la France n'investit pas massivement maintenant, l'Allemagne, le Japon et la Chine domineront le marché 2030-2050. Le programme propose 5 axes : (1) Gigafactory française d'électrolyseurs cofinancée par BPI (~3 GW/an de capacité installée à terme — équivalent stratégique aux gigafactories batteries) ; (2) IPCEI Hydrogène européen avec leadership français (~7 Md€ d'aides d'État européennes compatibles) ; (3) Plan demande structurante — sidérurgie (décarbonation ArcelorMittal Dunkerque/Fos), fertilisants (Yara, Borealis), raffineries (TotalEnergies, Esso), transport lourd ; (4) 10 hubs régionaux H2 (Dunkerque, Le Havre, Fos-sur-Mer, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Nantes, Toulouse, La Réunion,

Guyane) ; (5) Infrastructure réseaux et stockage : conversion progressive des réseaux gaz existants vers H2 (modèle néerlandais HyTransport, ~1 000 km de pipeline H2 d'ici 2032). Coût net 5 ans : +5 Md€ (investissement structurel).

Vecteur juridique : Loi ordinaire + LF (cofinancement BPI Hydrogène) + accord UE IPCEI Hydrogène + décrets ADEME

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/hydrogene-souverain/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/hydrogene-souverain.pdf

Fin de l'ARENH et souveraineté énergétique

Fin de l'ARENH et souveraineté énergétique : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5 Md€	**−25 Md€**	**+5 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +25 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

L'**ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique)** oblige EDF depuis 2010 à vendre ~100 TWh/an de son électricité nucléaire à 42 €/MWh à ses concurrents privés (qui la revendent sur le marché avec marge). Coût pour EDF : **~7 Md€/an de manque à gagner**, soit ~35 Md€ cumulés depuis 2015. Cette mesure met fin à l'ARENH au 31 décembre 2025 (échéance actuelle du dispositif), et refonde la souveraineté énergétique française : **contrats de long terme État × industrie stratégique** à prix ferme (35-45 €/MWh), **tarif régulé grand public préservé** (Tarif Bleu EDF étendu et sanctuarisé), **sortie du marché européen de l'électricité pour les particuliers** (protéger contre la volatilité gaz), **EDF renforcée** avec État actionnaire à 100 % (déjà en cours depuis 2023). Coût net 5 ans : **+25 Md€ de recettes récupérées** (EDF redevient contributrice à l'État via dividendes).

Vecteur juridique : Loi ordinaire + décret sortie ARENH + convention pluriannuelle État × EDF + révision code de l'énergie

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/fin-arenh-souverainete-energetique-edf/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/fin-arenh-souverainete-energetique-edf.pdf

Mobilité quotidienne

Mobilité quotidienne : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
20 Md€	**8 Md€**	**−1,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −8 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

70 % des trajets quotidiens en France se font en voiture individuelle, alors que les centres-villes étouffent et les périurbains ne peuvent plus s'offrir l'essence. Le programme déploie 5 axes : (1) Lancement effectif de 10 RER métropolitains (modèle Île-de-France adapté aux 10 plus grandes métropoles) avec cofinancement État 50 % / SGP 30 % / collectivités 20 %, ouverture progressive 2030-2035 ; (2) Plan Vélo France 2032 : +5 000 km de pistes cyclables sécurisées (vs ~50 000 km actuels mais inégalement répartis), bourse vélo électrique 500 € pour <2 SMIC, indemnité kilométrique vélo généralisée et défiscalisée ; (3) Leasing social véhicule électrique : 200 000 véhicules/an à 100 €/mois pour les <30 000 € de RFR, sans apport, prolongé sur 5 ans (extension du dispositif 2024 réussi) ; (4) Modernisation TER et Intercités : +30 % de fréquences, doublement des voies dans 50 nœuds saturés, billetterie unifiée nationale (modèle suisse SBB) ; (5) Plan Fret ferroviaire 25 % : passer de 9 % à 25 % du fret en ferroviaire d'ici 2032 (modèle Suisse 35 %, Allemagne 19 %), réindustrialisation des nœuds logistiques. Coût net 5 ans : +8 Md€ (investissement structurel).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (LOM amendée) + LF (financement RER + leasing social) + décrets + accords État-Régions

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/mobilite-quotidienne/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/mobilite-quotidienne.pdf

Ombre urbaine et climatisation passive

Ombre urbaine et climatisation passive : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2,5 Md€	**1 Md€**	**−200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Les canicules tuent en ville : **~10 000 morts en 2022**, 15 000 en 2003. Différence de température **5-8 °C** entre zones ombragées et zones exposées. Cette mesure crée un cadre national du **droit à l'ombre urbaine** : **Charte du droit à l'ombre** (chaque piéton doit trouver un point d'ombre à moins de 100 m en zone habitée dense), **corridors ombragés continus** obligatoires vers écoles/EHPAD/hôpitaux/PMI, **voiles d'ombrage temporaires**

en été (marchés, places, cours, arrêts bus), **pergolas et treilles** structurelles (mûriers plataniques, tilleuls, glycines), **fontaines à brumes** dans zones minérales, **ombrages sur bâtiments** publics et écoles (brise-soleil, façades ventilées), **Chief Heat Officer** dans chaque ville > 100 000 hab (poste dédié, modèle Athènes). Coût net 5 ans : ~-1 Md€, retour long terme massif en vies sauvées et productivité maintenue.

Vecteur juridique : Loi ordinaire climat urbain + révision code urbanisme + décret Chief Heat Officer + convention pluriannuelle villes

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/ombre-urbaine-climatisation-passive/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/ombre-urbaine-climatisation-passive.pdf

Plan Eau France 2032

Plan Eau France 2032 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
11,5 Md€	**5,3 Md€**	**-1,06 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –5,3 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Doter la France d'une politique de l'eau digne de la crise hydrique qu'elle traverse depuis 5 étés consécutifs (700+ communes en rupture d'eau potable, nappes phréatiques au plus bas historique, ~20 % des prélèvements perdus en fuites réseaux, REUT à <1 % contre 90 % en Israël). Neuf axes cohérents : (A) Sobriété eau -25 % en 5 ans par usage (agriculture -20 %, industrie -30 %, foyers -10 %) avec compteurs intelligents généralisés ; (B) Modernisation massive des réseaux d'eau potable — plan 5 Md€ pour passer de 20 % à 10 % de fuites en 5 ans (norme européenne), priorité communes rurales ; (C) REUT (Réutilisation Eaux Usées Traitées) — passer de <1 % à 15 % en 5 ans (modèle Israël/Espagne), 2 Md€ pour stations REUT, cadre réglementaire clarifié ; (D) Stockage stratégique mixte — priorité restauration zones humides (rôle éponge naturel) + retenues collinaires décentralisées + mégabassines encadrées démocratiquement (SAGE validé + concertation citoyenne + preuve de sobriété préalable obligatoires) ; (E) Agriculture — plan sécheresse, cultures hydro-adaptées, aide reconversion cultures gourmandes, programme INRAE 200 M€/an ; (F) Refonte gouvernance et agences de l'eau — tarification 3 paliers (Vital gratuit-socle 40 m³/pers/an, Confort 40-80 tarif marché, Luxe >80 tarif majoré ×3), budget agences doublé (2 → 4 Md€/an) via redevances pollueur-payeur renforcées, SDAGE opposables ; (G) Adaptation urbaine « villes-éponges » — désimperméabilisation obligatoire, réservoirs pluvie pour toute construction >200 m², îlots de fraîcheur végétalisés ; (H) Lutte contre les usages luxe (piscines privées, pelouses arrosées en été) + réensauvagement — taxation piscine estivale +50 %, arrosage pelouses interdit mai-septembre en zone tendue, prime réensauvagement 500 €/ha/an pour terrains privés convertis, conversion 10 000 ha d'espaces publics délaissés en milieux sauvages ; (I) Création d'un Ministère délégué à l'Eau (rattaché Ministère du Climat et de l'Énergie déjà voté) + Institut National de l'Eau comme opérateur technique (fusion BRGM volet eau + INRAE eau + Cieau). Coût brut ~11,5 Md€ sur 5 ans, recettes/économies ~6,2 Md€, net ~+5,3 Md€ sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code de l'environnement + Code rural + Code général des collectivités) + LF + décrets + révision SDAGE

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/plan-eau-france-2032/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/plan-eau-france-2032.pdf

Plan France Climat 2030

Plan France Climat 2030 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
180 Md€	**100 Md€**	**-20 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –100 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonte institutionnelle et opérationnelle de la politique climatique française. Création d'un ministère du Climat et de l'Énergie autonome regroupant les compétences transition écologique + énergie + logement (volet rénovation) + transports (volet décarboné), accompagné d'un Comité Indépendant du Climat à la britannique avec pouvoir d'injonction. Trajectoire chiffrée : 380 Mt CO2 aujourd'hui → 270 Mt en 2030 (-29 %), neutralité 2050. Cinq piliers d'action : (1) Énergie : 14 EPR2 + SMR français + doublement renouvelables + efficacité ; (2) Rénovation thermique massive (700 k logements/an, gratuité pour les bas revenus) et construction passive obligatoire ; (3) Mobilité décarbonée avec fin des thermiques 2035 et création d'une filière française du recyclage batteries (80 % de récupération matériaux d'ici 2035) ; (4) Industrie verte (batteries, hydrogène, panneaux solaires, vélos) ; (5)

Adaptation et agriculture (eau, forêts, agroécologie). Financement par taxe carbone ciblée sur les très hauts émetteurs, emprunt patriotique climatique de 80 Md€, et redéploiement. Effet emploi : +500 000 emplois sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi cadre Climat-Énergie + LF + décrets + révision Codes construction, urbanisme, énergie

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/plan-france-climat-2030/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/plan-france-climat-2030.pdf

Précarité énergétique

Précarité énergétique : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
25 Md€	**4 Md€**	**-800 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −4 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

12 millions de Français vivent en précarité énergétique (taux d'effort >8 % du revenu pour l'énergie, ONPE 2024), dont 5,2 M en passoires thermiques (DPE F ou G). Le programme propose 4 axes pour ne plus laisser personne avoir froid chez soi tout en accélérant la transition climatique : (1) Bouclier tarifaire ciblé sur les ménages <2 SMIC + classes moyennes en zones de chauffage électrique mal isolé — fin du bouclier universel coûteux et regressif ; (2) MaPrimeRénov' réformée : 100 % du coût des travaux pris en charge pour les <2 SMIC, 80 % pour les 2-3 SMIC, 50 % pour 3-4 SMIC, plafond fonction des revenus, objectif 500 000 rénovations performantes/an ; (3) Accompagnement personnalisé France Rénov' : opérateur unique, conseiller gratuit dédié, avance des fonds par l'État, validation qualité par CSTB ; (4) Plan « passoires thermiques » 2032 : interdiction de location des DPE F et G en 2028, DPE E en 2030, accompagnement financier des propriétaires modestes pour éviter la sortie du parc locatif. Coût net 5 ans : +4 Md€ (investissement net dans la transition + bouclier ciblé moins coûteux que universel).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (réforme MaPrimeRénov' + bouclier ciblé) + décrets ADEME/ANAH + LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/precarite-energetique/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/precarite-energetique.pdf

Santé environnementale

Santé environnementale : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5 Md€	**2 Md€**	**-400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Trois pollutions oubliées : le bruit, la chaleur urbaine, les pesticides dans l'alimentation. Chacune coûte massivement en santé publique sans être traitée à hauteur. **Plan bruit** : ~20 M€/an de coûts sociaux (INSERM), 25 M de Français exposés à > 65 dB. Isolation phonique subventionnée, murs anti-bruit autoroutes, réglementation deux-roues bruyants, zones 30 étendues. **Végétalisation grandes villes** : objectif 1 arbre pour 3 habitants (vs 1 pour 7 aujourd'hui), 100 îlots de fraîcheur/ville > 100 000 hab, cours d'écoles végétalisées à 100 % en 2032. **Qualité air** : fin moteurs thermiques villes > 100 000 hab au 1er janvier 2035, ZFE renforcées, mesure PM2.5 et NO2 en temps réel, sanctions. **Pesticides dans l'alimentation** : sortie progressive des perturbateurs endocriniens, tests aléatoires renforcés, transparence obligatoire. Coût net 5 ans : ~-2 Md€.

Vecteur juridique : Loi de programmation santé environnementale + révision code de l'environnement + décrets villes

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/sante-environnementale-bruit-ombre-air/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/sante-environnementale-bruit-ombre-air.pdf

Souveraineté minière

Souveraineté minière : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4,5 Md€	**-3 Md€**	**+600 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +3 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

La France a fermé toutes ses mines stratégiques depuis 30 ans (dernière fermeture en 2007), créant une dépendance totale sur le lithium, le tungstène, l'étain, le cobalt, le nickel, les terres rares. Or l'Hexagone et l'Outre-mer disposent de gisements documentés (BRGM) qui couvriraient une part significative des besoins européens. Quatre axes : (1) Relance encadrée de 15 mines stratégiques en France métropolitaine et Outre-mer (lithium Alsace, tungstène Massif Central, étain Bretagne, terres rares Limousin, nickel Nouvelle-Calédonie), avec

normes environnementales strictes inspirées du Code minier 2024 et des standards canadiens/suédois ; (2) Urban mining — récupération des terres rares et métaux critiques dans les déchets électroniques et batteries en fin de vie (~500 000 t/an en France, recyclage actuel 5 %, objectif 50 %) ; (3) BPI Souveraineté Minière dotée de 2 Md€ sur 5 ans pour cofinancer la réouverture, la recherche, et la formation ; (4) Partenariat ERMA (European Raw Materials Alliance) renforcé, IPCEI Matières Premières Critiques. Coût net 5 ans : -3 Md€ via recettes minières et réduction d'importations.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code minier 2024 ajusté + REP étendue) + décrets ICPE + accord UE IPCEI + dotation BPI en LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/souverainete-miniere/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/souverainete-miniere.pdf

THÈME

Économie & fiscalité

16 mesures · effet sur le solde : +107,8 Md€ par an, soit +539,1 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/economie-fiscalite/

Contrat République-Entreprise

Contrat République-Entreprise : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1 Md€	−25 Md€	+5 Md€ par an
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +25 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Soumettre toute aide publique significative à une entreprise à des contreparties vérifiables (maintien de l'emploi, non-délocalisation, trajectoire climat, pas de dividendes exceptionnels l'année de l'aide), avec clause de remboursement en cas de non-respect. Prolongement direct de la logique des subventions remboursables : l'argent public n'est pas un cadeau, c'est un contrat.

Vecteur juridique : Loi de conditionnalité des aides + décrets sectoriels, dans le cadre européen des aides d'État.

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/contrat-republique-entreprise-aides-conditionnees/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/contrat-republique-entreprise-aides-conditionnees.pdf

Créer le Fonds Public Souverain de Retraite (FPSR)

Créer le Fonds Public Souverain de Retraite (FPSR) : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
250 M€	250 M€	−50 M€ par an
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −250 M€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Créer un véhicule public de capitalisation retraite à frais très réduits (~0,25 %/an, contre 1-1,5 % pour les PER privés actuels), gouverné de façon indépendante, qui devient le placement par défaut de l'auto-enrollment PER prévu par la mesure E3. Le FPSR absorbe et étend le Fonds de Réserve pour les Retraites existant (~25 Md€ d'actifs). Stratégie d'investissement à allocation cycle de vie, diversification mondiale, et obligation d'investir au moins 40 % en actifs français (entreprises, infrastructures, transition écologique). En 10 ans, le FPSR devient l'un des plus grands fonds publics d'Europe et un outil majeur de souveraineté économique.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (création EPIC + transfert FRR) + décrets gouvernance et investissement

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/fonds-public-souverain-retraite/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/fonds-public-souverain-retraite.pdf

Désendettement citoyen volontaire

Désendettement citoyen volontaire : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
750 M€	−4,5 Md€	+900 M€ par an
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +4,5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Créer un pendant civique au désendettement de la France, complémentaire aux 6 recettes fiscales nouvelles et à l'étalement des investissements de la Stratégie d'équilibre budgétaire. Principe fondateur : le mérite républicain se dédie mais ne se transfère jamais — la reconnaissance est proportionnelle à l'EFFORT du contributeur, pas au montant absolu de sa fortune. Huit axes : (A) Obligations Marianne « Ma dette, mon pays » à taux préférentiel 1 % (vs ~3 % marché), extension directe de la mesure Souveraineté dette française — cible ~10 Md€ collectés sur 5 ans, économie ~200-400 M€/an de charge intérêts ; (B) Fonds Souverain Citoyen de Désendettement (FSCD) à contribution proportionnelle au revenu net, trois paliers Bronze (0,5 %) / Argent (1 %) / Or (2 % + engagement 3 ans) — équité stricte par le ratio, un SMIC qui verse 90 € atteint le même palier qu'un cadre qui verse 500 € ; (C) Drapeau tricolore ayant flotté physiquement sur un monument national (mairie / préfecture / monument national selon palier) + coffret bois + plaque laiton + certificat officiel signé du Président de la République — modèle Capitol Flag Program américain ; (D) Nouveau Ordre du Denier républicain (décoration nationale) pour palier Or, avec inscription au Journal Officiel, cérémonie de remise et statut d'auditeur libre au Sénat à vie ; (E) Trois modalités familiales — dédicace autorisée, Compte Contribution Citoyenne pour mineur activé à 18 ans par choix personnel, transfert complet interdit (le mérite ne s'achète pas) ; (F) Statut « Famille Contributrice de la République » — reconnaissance collective transgénérationnelle attribuée à un patronyme après 10 ans de revenus cumulés versés par plusieurs membres sur 3 générations ; (G) Label « Entreprise Citoyenne de la

République » avec matching État (double la contribution jusqu'à 10 M€/an par entreprise) mais RETIRÉ automatiquement en cas d'évasion fiscale ou de corruption prouvée (5 ans minimum) ; (H) Mémorial numérique national + compteur dette temps réel + legs simplifiés post-mortem. Recettes ~1 Md€/an cumulés à régime, coût ~150-200 M€/an — impact budgétaire modeste mais adhésion nationale majeure.

Vecteur juridique : Loi organique (Ordre du Denier républicain) + Loi ordinaire (FSCD, Obligations Marianne, ACC) + LF + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/desendettement-citoyen-volontaire/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/desendettement-citoyen-volontaire.pdf

Doctrine de l'État actionnaire actif

Doctrine de l'État actionnaire actif : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
500 M€	**-7 Md€**	**+1,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +7 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Professionnaliser la gestion des ~150 Md€ de participations de l'État (APE) avec une doctrine d'actionnaire actif : politique de dividende exigeante, gouvernance indépendante, réinvestissement stratégique. Complément direct de l'État entrepreneur (FSIF). L'État se comporte comme un propriétaire avisé qui capte la valeur avant les actionnaires privés.

Vecteur juridique : Décret et lettre de mission de l'APE + loi encadrant les cessions d'actifs stratégiques.

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/etat-actionnaire-actif-ape-dividendes/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/etat-actionnaire-actif-ape-dividendes.pdf

État entrepreneur

État entrepreneur : qu'est-ce que ça changerait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
10 Md€	**0 €**	**0 € par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit 0 € sur 5 ans · neutre pour le solde public

L'État français a longtemps oscillé entre nationalisations idéologiques (1981, échec coûteux car gouvernance politique direct + sans rentabilité) et liquidations à perte (Renault, EDF privatisé partiellement, Alstom Énergie cédé à General Electric en 2014, GDF cédé à Engie). Or les modèles internationaux réussis montrent qu'un État peut être actionnaire majoritaire ou unique d'entreprises productives ET dégager des bénéfices : Singapour (Temasek Holdings, 280 Md$ d'actifs, ROI 14 %/an depuis 1974), Norvège (Equinor pétrolier semi-public + GPFG fonds souverain 1 500 Md$), Allemagne (KfW Bank publique + IPCEIs), France elle-même (Caisse des Dépôts, BPI, EDF, RATP — qui fonctionnent bien quand gouvernance autonome). Le programme propose 5 axes : (1) Création du Fonds Souverain Industriel France (FSIF) — dotation initiale 10 Md€ sur 5 ans, gouvernance indépendante modèle Norvège GPFG, mission : prises de participation majoritaires ou totales dans 20-30 entreprises stratégiques productives ; (2) Secteurs prioritaires — outillage industriel (perdu en 30 ans), semi-conducteurs (relocalisation STMicroelectronics renforcée), batteries (ACC consolidé), biens semi-finis métallurgie, machines-outils, robotique industrielle, équipements médicaux, équipements énergie verte, aéronautique sous-traitance ; (3) Gouvernance autonome — direction privée recrutée par concours, conseil d'administration indépendant (modèle Banque de France), seul l'État définit les missions stratégiques pas les choix opérationnels ; (4) Retour sur investissement — objectif ROI 6-8 %/an à 10 ans (modèle Singapour), bénéfices réinvestis ou versés au Trésor ; (5) Exportation et soutien à l'écosystème national — les entreprises FSIF exportent activement, achètent en France quand possible, contribuent à la souveraineté économique. Coût net 5 ans : neutre (FSIF est un actif, pas une charge), retombées long terme : ~5 Md€/an de dividendes ou ROI réinvestis à 10 ans, ~80 000 emplois industriels recréés.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (création FSIF EPIC) + dotation LF + accord UE aides d'État + décrets gouvernance

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/etat-entrepreneur-productif/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/etat-entrepreneur-productif.pdf

Fiscalité successorale et transmission équitable

Fiscalité successorale et transmission équitable : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
200 M€	**-8 Md€**	**+1,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +8 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

La transmission de patrimoine est la principale source **d'inégalités intergénérationnelles** en France. Un enfant né dans une famille aisée hérite en moyenne de 300 000 €, un enfant né dans une famille modeste hérite de 10 000 €. Le programme n'assume pas d'attaquer cette inégalité de départ — cette mesure corrige. **Abattement personnel porté à 200 k€/enfant** (vs 100 k€ aujourd'hui, protection des classes moyennes). **Tranches successorales renforcées au-delà de 5 M€** (30 % → 45 %, puis 60 % au-delà de 10 M€). **Pacte Dutreil (75 % d'abattement transmission entreprise) resserré** : uniquement entreprises réellement transmises et exploitées par les héritiers pendant 10 ans, plafond 20 M€. **Taxation des donations déguisées** (SCI immobilière, holdings intra-familiales, assurance-vie post-70 ans). Recettes attendues : **~8 Md€/an** régime croisière. Modèle : Suède, Belgique, Allemagne. Coût net 5 ans : **~+8 Md€** (recettes nettes structurelles).

Vecteur juridique : Loi de finances + révision code général des impôts (donations, successions, Pacte Dutreil)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/fiscalite-successorale-transmission-equitable/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/fiscalite-successorale-transmission-equitable.pdf

Recettes fiscales ciblées

Recettes fiscales ciblées : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1 Md€	**-22 Md€**	**+4,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +22 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Package de recettes fiscales nouvelles ciblées sur des activités polluantes ou non-productives, sans impact sur les classes moyennes ni sur les PME. **Écotaxe poids-lourds européens en transit** sur le territoire français (relance modèle Alsace-Lorraine 2013, généralisée) : **~1,5 Md€/an**. **TTF (Taxe sur les Transactions Financières) portée de 0,3 % à 0,5 %** avec extension à tous les actifs cotés : **~2 Md€/an**. **Taxation des data centres énergivores et des services d'IA générative** (> 100 MW ou > 100 M€ CA France) : **~800 M€/an**. **Fiscalité aviation privée, yachts, SUV > 2,5 t** (biens polluants, non-essentiels) : **~500 M€/an**. Total recettes : **~4,8 Md€/an = ~24 Md€ sur 5 ans**. Coût de gestion : **~200 M€/an**. Coût net 5 ans : **~+22 Md€ de recettes nettes**.

Vecteur juridique : Loi de finances + révision code général des impôts + décret data centres + accord bilatéral écotaxe UE

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/recettes-fiscales-ciblees-ecotaxe-ttf-ia/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/recettes-fiscales-ciblees-ecotaxe-ttf-ia.pdf

Refonte de l'IS et politique PME/PMI

Refonte de l'IS et politique PME/PMI : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
8 Md€	**-28 Md€**	**+5,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +28 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Fin de l'IS à taux plat qui écrase les PME au même niveau que les GAFAM. **IS progressif à 4 étages** : 15 % jusqu'à 500 k€ de bénéfice (soutien PME), 25 % de 500 k€ à 10 M€, 30 % de 10 M€ à 200 M€, 35 % au-delà (grandes entreprises). **Suramortissement industriel 140 %** pour investissements productifs en France dans secteurs souveraineté (médicaments, semi-conducteurs, IA, agriculture, défense, énergie). **CIR resserré** — plafonné 100 M€/entreprise/an, audité durement. **Contribution Digital Services élargie à 5 % du CA France** pour GAFAM et grands numériques. **Taxe grande distribution centralisée** — 0,5 % CA France > 500 M€. **Contribution foncier commercial vacant** — friches taxées. **Encadrement des rachats d'actions** au bénéfice de la direction (validation AMF, seuil 5 %/an). **Bonus IS entreprises à mission** avec ESG audité : – 2 pts d'IS. Coût net 5 ans : ~+28 Md€ (recettes nettes structurelles).

Vecteur juridique : Loi de finances + révision code général des impôts + décret CIR + saisine préventive Conseil constitutionnel

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/is-progressif-pme-souverainete/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/is-progressif-pme-souverainete.pdf

Refonte de la fiscalité locale

Refonte de la fiscalité locale : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5 Md€	**-10 Md€**	**+2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +10 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Refonder toute la fiscalité et les dotations locales sur un principe simple : **responsabiliser les communes ET les contribuables par la transparence, la lisibilité et le lien direct**. Remplacement de la taxe foncière et de la taxe d'habitation supprimée par une **Contribution Résidentielle Universelle** calculée sur une base locative modernisée (grand chantier reporté depuis 30 ans, enfin fait) et **plafonnée à 4 % du revenu du foyer**. Ajout d'**1 point d'impôt sur le revenu fléché commune** (modèle danois — visible sur l'avis d'imposition, rend palpable le lien contribuable-territoire). Refonte de la DGF en 5 dotations lisibles (fonctionnement, équipement, péréquation, ruralité, QPV) au lieu des 60+ dotations actuelles. Coefficient d'inflation communal ± 20 % transparent. Fonds national ASE (0,5 pt CSG fléché) pour stabiliser le financement de la protection de l'enfance. Fusion CFE + reliquat CVAE en Contribution Économique Locale unique. Coût net 5 ans : ~+10 Md€ (recettes nettes structurelles).

Vecteur juridique : Loi de finances + réforme code général des impôts (fiscalité locale) + refonte code général des collectivités

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/fiscalite-locale-refonte/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/fiscalite-locale-refonte.pdf

Refonte paramétrique des retraites

Refonte paramétrique des retraites : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1,8 Md€	**-55 Md€**	**+11 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +55 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Quatre leviers convergents pour rétablir la soutenabilité du système de retraite par répartition, sans rupture brutale de la promesse faite à la génération qui part à la retraite dans les 10 ans. Le haut est plafonné à 2 000 € net/mois par défaut pour les nouveaux liquidants, MAIS chacun peut conserver une pension promise supérieure par trois voies au choix : annuités supplémentaires, achat d'OAT Pension promise pendant la vie active, ou combinaison des deux. Les retraités déjà liquidés gardent intégralement leurs droits acquis ET leur indexation sur l'inflation (pas de désindexation). L'âge effectif passe à 65 ans pour tous, ou 50 annuités si atteintes avant. L'ASPA et le minimum contributif autonome sont supprimés progressivement, les nouveaux entrants basculent vers le RSA universel.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (paramètres) + loi organique (modifs CSS structurelles) + décrets + saisine préventive CC

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/refonte-paramatrique-retraites/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/refonte-paramatrique-retraites.pdf

Souveraineté financière de la dette française

Souveraineté financière de la dette française : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4,5 Md€	**-17 Md€**	**+3,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +17 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Faire passer la part française de la dette publique de 45 % à 65-70 % en 3 ans, en six leviers convergents : (1) priorité d'émission obligatoire aux résidents fiscaux français (au moins 50 % de chaque nouvelle adjudication réservée) ; (2) Livret Souveraineté France plafonné, rendement attractif, garanti par l'État ; (3) part minimum d'OAT françaises de 30 % dans les fonds euros d'assurance vie et de 20 % dans le Fonds Public Souverain de Retraite (mesure E2) ; (4) plateforme citoyenne MesObligations.fr permettant à chaque Français d'acheter directement des OAT à partir de 100 € avec choix de maturité, prime citoyenne, et avantage fiscal ; (5) emprunts patriotiques périodiques liés à de grands projets nationaux (transition écologique, défense, infrastructures) ; (6) programme accéléré de rachat sur 3 ans des 500-700 Md€ de dette détenue par les non-résidents les plus volatils. Objectif : libérer la France de la pression des marchés étrangers, réduire la prime de risque, faire revenir les ~30-40 Md€/an d'intérêts payés à l'étranger dans l'économie nationale.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Livret + parts AV/FPSR + plateforme) + décrets AFT + autorisation BCE

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/souverainete-dette-francaise/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/souverainete-dette-francaise.pdf

Stratégie d'équilibre budgétaire

Stratégie d'équilibre budgétaire : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3 Md€	**-167,9 Md€**	**+33,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +167,9 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Mesure transversale qui boucle financièrement les 102 mesures du programme sur 5 ans, malgré l'ampleur de ses ambitions stratégiques (climat, école, santé, défense, famille, recherche, logement, mobilité, petite enfance, plan cancer, justice pénale, transition industrielle, Outre-mer, etc.). Hors présente mesure, les 101 autres mesures affichent un déficit de ~-133 Md€ sur 5 ans. Deux leviers d'équilibrage apportent ~+168 Md€ : (1) Recettes fiscales nouvelles — ISF revisité élargi aux gros patrimoines mobiliers (>5 M€), taxe sur les superprofits énergie/banques/luxe, lutte renforcée contre l'évasion fiscale (60-80 Md€/an d'évasion en France), CBAM 2.0 élargi. La taxe GAFAM 8 % et la taxe successions >5 M€ sont chiffrées dans leurs mesures dédiées (Numérique souverain, Transmission équitable) et ne sont pas recomptées ici. Total : ~+135 Md€ cumulés 5 ans. (2) Étalement temporel raisonné des grands investissements de 5 à 8-12 ans (climat sur 12 ans, recherche 3 % PIB à 10 ans, défense 3 % à 8 ans, crèches sur 10 ans, logement 500 k/an à 9 ans, etc.) : ~+95 Md€. Après un abattement de prudence de ~62 Md€, la contribution nette de cette mesure est de ~+168 Md€. L'ancienne hypothèse d'« effet macroéconomique » n'est plus comptée ici : elle est désormais portée par des mesures concrètes et vérifiables (taxe sur les rachats d'actions fléchée salariés, conditionnalité des aides aux entreprises, plan anti-fraude sociale, État actionnaire actif, revue des agences, commande publique souveraine). **Solde net consolidé du programme : ~+35 Md€ sur 5 ans** (~+7 Md€/an), avec un décollage à 8-10 ans via l'effet emploi et créations d'entreprises. Excédent volontairement modéré et défendable, adossé à des leviers réels plutôt qu'à des hypothèses de croissance : un excédent crédible vaut mieux qu'un gros excédent contestable.

Vecteur juridique : Loi de finances + révision CGI + loi transparence + accord UE CBAM 2.0

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/equilibre-budgetaire-strategie/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/equilibre-budgetaire-strategie.pdf

Subventions remboursables

Subventions remboursables : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
800 M€	**-30 Md€**	**+6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +30 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

La France verse ~165 Md€/an d'aides aux entreprises (CIR, allègements de charges, niches sectorielles, aides Bpifrance, aides régionales), quasi sans contrepartie de retour pour le contribuable. Les pays les mieux notés sur l'innovation (Israël, Finlande, Canada, USA) appliquent depuis 30-50 ans un mécanisme différent : toute aide significative est une avance dont l'État récupère une partie si le projet réussit, et qui reste un don si le projet échoue. Le programme propose un système gradué et inclusif : (1) Toute aide cumulée par entreprise déclenche un mécanisme de retour, du palier 50 k€ (déclaratif léger) au palier > 50 M€ (audit Cour des comptes) ; (2) Trois mécanismes au choix selon palier : royalties sur le CA généré (2-5 %), prélèvement sur dividendes versés (20-50 %), ou equity passif (5-10 %) ; (3) Trois voies d'allègement patriotes (jusqu'à -50 % du taux de retour) : Emploi France (CDI maintenus), Décarbonation (trajectoire SBTi vérifiée), Souveraineté (approvisionnement ≥40 % France/UE) ; (4) Si échec du projet ou faillite : la subvention reste un don (logique d'amorçage assumée) ; (5) CIR refondé : plafond 100 M€/an par groupe (vs illimité aujourd'hui), conditionnalité emploi R&D en France ; (6) Application prospective : nouvelles aides à partir de 2027 uniquement (sécurité juridique). Coût net 5 ans : -30 Md€ (recettes nouvelles + économies effets d'aubaine).

Vecteur juridique : Loi de finances + révision CGI + loi sur les aides d'État + accord UE (compatibilité aides État)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/subventions-remboursables-entreprises/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/subventions-remboursables-entreprises.pdf

Supprimer 80 % des niches fiscales

Supprimer 80 % des niches fiscales : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
200 M€	**-130 Md€**	**+26 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +130 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Refonte profonde du système des niches fiscales françaises : sur les ~470 niches actuelles représentant ~90 Md€/an de moindres recettes, suppression de ~80 % d'entre elles (les moins justifiées, les plus injustes, les plus captées par les hauts revenus). Conservation explicite et renforcement des niches à utilité publique avérée : Crédit Impôt Recherche, crédit emploi à domicile, niches handicap et solidarité familiale, dispositifs de transition écologique. Plafonnement global des niches restantes à 8 000 €/an par foyer fiscal (vs 10 000 € actuellement, et avec moins d'exceptions). Gain budgétaire attendu : ~25-30 Md€/an à régime de croisière, dégagés progressivement sur 3 ans du mandat 2027-2032.

Vecteur juridique : Loi de finances annuelle (suppressions) + loi organique (LOLF, anti-rebond) + décrets d'application

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/suppression-massive-niches-fiscales/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/suppression-massive-niches-fiscales.pdf

Taxe sur les rachats d'actions fléchée vers les salariés

Taxe sur les rachats d'actions fléchée vers les salariés : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
200 M€	**-5 Md€**	**+1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Instaurer une taxe de 2 à 3 % sur les rachats d'actions (buybacks) des grandes entreprises, avec un abattement pour celles qui redistribuent réellement à leurs salariés (participation, intéressement, actionnariat salarié). Objectif : réorienter la valeur créée vers le travail et l'investissement plutôt que vers la rente actionnariale, sans pénaliser les PME.

Vecteur juridique : Loi de finances — nouvel article au CGI ; coordination avec le règlement général de l'AMF.

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/taxe-rachats-actions-fleches-salaries/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/taxe-rachats-actions-fleches-salaries.pdf

TVA sociale (modèle allemand 2007)

TVA sociale (modèle allemand 2007) : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
80 Md€	**-30 Md€**	**+6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +30 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Baisser de 5 points les cotisations sociales salariales et de 5 points les cotisations patronales (soit -10 points sur le coût du travail), pour augmenter immédiatement les revenus nets de tous les salariés (~+150 €/mois pour un SMIC, ~+300 €/mois pour un cadre médian) et réduire le coût du travail français de ~7 %. Compenser par une hausse de TVA de +2 points (TVA standard de 20 % à 22 %) et la rationalisation de certaines prestations sociales non essentielles. Inspiré du modèle allemand 2007 (Steuersenkung Mehrwertsteuererhöhung) qui a relancé la compétitivité du Made in Germany. Gain net pour les finances publiques : ~10-15 Md€/an en régime de croisière, plus un effet de croissance estimé à +0,3-0,5 pt PIB/an, soit +10-15 Md€/an de recettes fiscales additionnelles.

Vecteur juridique : Loi de finances rectificative + loi ordinaire (Code SS, Code général impôts) + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/tva-sociale-baisse-charges-salaires/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/tva-sociale-baisse-charges-salaires.pdf

THÈME

Éducation & jeunesse

13 mesures · effet sur le solde : −39,3 Md€ par an, soit −196,4 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/education-jeunesse/

Décrochage scolaire

Décrochage scolaire : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4 Md€	**3 Md€**	**-600 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −3 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

90 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme en France (~10 % d'une génération). Le décrochage est rarement brutal : 50 % des décrocheurs présentaient des fragilités identifiables dès le primaire. Le programme propose 5 axes : (1) Repérage précoce dès CP-CE1 — outil de détection systématique par enseignants (test standardisé, modèle finlandais), prise en charge immédiate ; (2) Dispositif « Aller vers » — équipes mobiles (enseignant + éducateur + psychologue) qui se déplacent au domicile et en CFA pour reconnecter les décrocheurs ; (3) Microlycées et E2C (Écoles de la 2e Chance) doublés — passer de ~50 microlycées à 100, de ~125 E2C à 250, ~30 000 places supplémentaires ; (4) Service Civique transition 16-25 ans — pour les décrocheurs, mission civique rémunérée 1 200 €/mois pendant 6 à 12 mois, accompagnement vers diplôme ou emploi ; (5) Tutorat individualisé — 50 000 tuteurs bénévoles formés (étudiants, retraités, professionnels) appariés à des élèves fragiles. Coût net 5 ans : +3 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (création Service Civique Transition + dispositif aller-vers) + décrets EN + LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/decrochage-scolaire/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/decrochage-scolaire.pdf

Écoles Nationales d'Excellence France 2032

Écoles Nationales d'Excellence France 2032 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,5 Md€	**2,7 Md€**	**-540 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2,7 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Créer 10 **Écoles Nationales d'Excellence** — établissements publics d'enseignement supérieur à tuition modérée (4 000 €/an, intégralement couverte par le Statut Étudiant ASU au palier 400 €/mois), spécialisées sur les secteurs stratégiques du programme : IA/Data, Cybersécurité, Ingénierie Industrielle, Métiers du Vivant, Métiers de l'Océan, Design et Innovation, Artisanat d'Excellence, Sport et Performance, Éducation et Pédagogie, Transition Écologique. **13 500 diplômés/an en régime croisière** — contrepoids public de haute qualité aux écoles privées lucratives (mesure Régulation ESup privé). Sélection sur dossier + concours + entretien, avec **quotas 25 % QPV/ruralité/DOM** et **15 % passerelles BTS/DUT**. Semestre à l'étranger obligatoire (articulé Erasmus France Monde). Corps professoral mixte, ratio 1/8, partenariats industriels stratégiques. Diplôme grade Master, contrat fidélité 5 ans en France post-diplôme. Coût net 5 ans : ~-2,7 Md€, contributeur net à partir de l'an 15 (~+5-8 Md€/an).

Vecteur juridique : Loi de programmation ESR + création EPSCP dédiés + convention pluriannuelle État × Écoles + code éducation

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/ecoles-nationales-excellence-2032/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/ecoles-nationales-excellence-2032.pdf

Éducation financière universelle

Éducation financière universelle : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1,7 Md€	**1,5 Md€**	**-300 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Doter chaque Français des compétences financières pour piloter sa propre vie économique : épargner, comprendre l'inflation et les taux, choisir un crédit, préparer sa retraite, éviter le surendettement. Quatre piliers complémentaires : (1) une matière obligatoire en classe de terminale, sanctionnée au bac ; (2) un module obligatoire de 8 heures à chaque entrée en entreprise ; (3) une campagne nationale grand public permanente sur

tous les médias ; (4) l'inscription automatique de tout nouvel embauché à un Plan d'Épargne Retraite, avec opt-out facile (modèle britannique). Mesure indispensable pour rendre acceptable et opérationnelle la nouvelle architecture des retraites (plafond public à 2 000 €/mois + Fonds public souverain).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Codes éducation, travail, sécurité sociale) + décrets + arrêté programmes scolaires

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/education-financiere-universelle/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/education-financiere-universelle.pdf

Erasmus France Monde 2032

Erasmus France Monde 2032 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4,7 Md€	**3,7 Md€**	**-740 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –3,7 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Faire de la mobilité internationale étudiante une **grande cause nationale**. Cible 2032 : 150 000 étudiants français en mobilité minimum 4 mois (×2,7 vs 55 000 aujourd'hui), 1 semestre obligatoire à l'étranger pour tout diplômé bac+3+, un « Erasmus Métiers » universalisé (30 000 alternants/BTS/CAP/bac pro/an), un « Erasmus Monde » hors UE (Québec, Sénégal, Maroc, Suisse, Vietnam, Corée, Chili — francophonie et stratégique, 30 000/an), une année de langue post-bac encadrée (10 000/an), la réciprocité par l'accueil de 200 000 étrangers/an en France. Bourse renforcée à 500 €/mois cumulable avec Statut Étudiant ASU. Coût net 5 ans : ~3,7 Md€. Retour économique documenté : chaque euro investi rapporte 3 à 4 € sur 30 ans (Cepii, OCDE).

Vecteur juridique : Loi ordinaire + décrets Erasmus + conventions bilatérales État × pays partenaires + refonte crédit budgétaire ESR

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/erasmus-france-monde-2032/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/erasmus-france-monde-2032.pdf

Lycée pro & apprentissage revalorisés

Lycée pro & apprentissage revalorisés : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5 Md€	**4 Md€**	**-800 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –4 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Le lycée professionnel forme 700 000 jeunes en France (40 % des lycéens), mais reste perçu comme une « voie de relégation ». Pourtant, les métiers techniques sont en tension dans tous les secteurs (BTP, industrie, agriculture, hôtellerie, services à la personne). Le programme revalorise massivement la filière en 5 axes : (1) Revalorisation enseignants — +30 % de salaire pour les profs de lycée pro (alignement sur les autres spécialités), prime équipement, formation continue intensive ; (2) 15 Lycées d'Excellence Professionnelle régionaux — un par région, équipements de pointe (robotique, fabrication additive, fab labs), partenariat industriel structuré ; (3) 5 000 nouveaux profs formés en 5 ans, dont reconversions d'entreprise (modèle « profs venus du privé » sur 5 ans, mi-temps école / mi-temps entreprise) ; (4) Partenariats entreprises locales — chaque LP a au moins 3 entreprises partenaires (apprentissage, stages, équipements financés, embauches à la sortie), modèle Suisse Berufsbildung ; (5) Apprentissage 1 → 1,8 million — pérennisation des primes employeurs sur 5 ans, doublement des CFA en métiers de bouche, métiers verts, métiers du soin. Coût net 5 ans : +4 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (revalorisation + LEP + apprentissage) + décrets EN + accords Régions

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/lycee-pro-apprentissage/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/lycee-pro-apprentissage.pdf

Numérique éducatif responsable et IA en classe

Numérique éducatif responsable et IA en classe : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2 Md€	**1 Md€**	**-200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –1 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

L'éducation nationale française déploie des outils numériques sans doctrine claire : écrans en surenchère, IA générative sans cadre, données scolaires exportées vers GAFAM. Cette mesure crée le cadre : **« Zéro écran maternelle »** strict (interdiction tablettes/écrans individuels 0-6 ans, sauf handicap avec plan spécifique), **écrans encadrés primaire** (max 30 min/jour, activités précises, jamais loisir), **encadré collège** (usage pédagogique validé, pas de smartphone en cours, casiers), **IA générative en classe encadrée** (uniquement outil

pédagogique documenté, jamais substitut à l'apprentissage, IA souveraine française prioritaire — mesure Souveraineté Numérique), **formation obligatoire profs** (200 h numérique-IA), **cybersécurité scolaire renforcée** (audits, ANSSI, articulé mesure Cybersécurité), **données scolaires souveraines** (cloud français, RGPD renforcé, interdiction export GAFAM), **médiathèque du savoir libre** (Wikipédia, ressources ouvertes prioritaires). Coût net 5 ans : ~-1 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire éducation numérique + décret zéro écran maternelle + convention pluriannuelle Éducation × Numérique

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/numerique-educatif-responsable-ia/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/numerique-educatif-responsable-ia.pdf

Petite enfance 0-6 ans

Petite enfance 0-6 ans : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
7 Md€	**5 Md€**	**-1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant déterminent largement son développement cognitif, social et émotionnel — mais la France investit 4 fois moins que les pays nordiques sur la petite enfance. La mesure complète l'axe garde 0-3 ans (mesure Égalité F-H) avec un focus pédagogique fort sur le développement de l'enfant : (1) École obligatoire à 3 ans renforcée — taux d'encadrement de 1 adulte pour 8 enfants (vs 1/15 actuel), formation initiale et continue ATSEM ; (2) Jardin d'éveil public 2-3 ans — +200 000 places (vs ~10 000 places jardins d'éveil aujourd'hui), structure intermédiaire entre crèche et maternelle, modèle scandinave ; (3) Formation revalorisée — ATSEM, auxiliaires de puériculture, éducateurs jeunes enfants : revalorisation salariale +20 %, formation diplômante VAE pour 50 000 professionnels sur 5 ans ; (4) Recherche petite enfance — création de 3 instituts pluridisciplinaires (sciences cognitives, pédagogie, neurosciences, psycho développementale), cohérence Recherche & Universités ; (5) Soutien parentalité — guidance parentale gratuite dans toutes les CAF, congé paternité doublé à 56 jours obligatoires. Coût net 5 ans : +5 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (école maternelle + jardin d'éveil + congé paternité) + décrets EN/CNAF + LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/petite-enfance-0-6-ans/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/petite-enfance-0-6-ans.pdf

Plan Famille & Natalité

Plan Famille & Natalité : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
100 Md€	**75 Md€**	**-15 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −75 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Mesure stratégique pour inverser la chute historique de la natalité française (677 k naissances en 2023, plus bas depuis 1946, fécondité 1,68 enfant par femme vs 2,1 nécessaire au renouvellement). Six axes structurants inspirés des pays qui ont réussi à inverser leur tendance (Hongrie, République tchèque, Pays nordiques) : (1) Congé parental allongé et bien indemnisé (12 mois à 80 % du salaire pour les 2 parents) ; (2) Plan massif de places en crèches (+500 000 places en 5 ans, gratuité pour les modestes) ; (3) Allocations familiales renforcées dès le 2e enfant (vs aujourd'hui à partir du 3e pour la pleine prime) ; (4) Fiscalité familiale revalorisée (quotient familial plafond rehaussé, déductions élargies) ; (5) Statut parent solo amélioré ; (6) Conciliation vie pro/famille renforcée. Coût net 5 ans ~15 Md€, mais ROI démographique de +30-50 Md€/an à terme grâce aux cotisations sociales additionnelles et à la vitalité économique.

Vecteur juridique : Loi cadre Famille + LFSS + LF + révision Code travail + Code sécurité sociale + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/plan-famille-natalite/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/plan-famille-natalite.pdf

Politique jeunesse 16-30 ans

Politique jeunesse 16-30 ans : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
6,5 Md€	**2,5 Md€**	**-500 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Une politique de la jeunesse qui vise trois mots : engagée, fière, forte. **Engagée** : service civique volontaire massifié à 100 000 jeunes/an, rémunéré à 0,6 SMIC (~860 €/mois), avec camps citoyens interculturels intégrés au parcours pour brasser les origines sociales et géographiques. **Fière** : vote à 16 ans aux élections locales et référendums, création d'un Parlement des Jeunes national de 200 tirés au sort, Livret d'Engagement Citoyen valorisé dans concours et CV, Fonds Talents Français (10 000 bourses excellence/an sur domaines stratégiques). **Forte** : santé mentale accessible sans avance de frais pour tous les 16-30 ans (12 séances/an), Maisons de la Jeunesse dans chaque intercommunalité (1 500 lieux sport-culture-numérique-orientation), prêt taux 0 matériel/mobilité/permis en complément ponctuel du Statut Étudiant. Coût net 5 ans : ~2,5 Md€, financé par rationalisation des aides jeunesse dispersées.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + loi organique droit de vote 16 ans local + décrets service civique + convention pluriannuelle Maisons

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/politique-jeunesse-engagee-fiere-forte/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/politique-jeunesse-engagee-fiere-forte.pdf

Protection de l'enfance

Protection de l'enfance : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
30 Md€	**25 Md€**	**-5 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −25 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Un des scandales silencieux de la République. 380 000 enfants confiés en France, système en crise, **30 % des SDF adultes sont d'anciens de l'ASE**, taux de suicide 3× la moyenne. Cette mesure refonde intégralement la protection de l'enfance en 10 axes : **Fonds national ASE** financé par 0,5 pt CSG fléché, rémunération des **familles d'accueil portée à 2 000 €/mois** avec statut protégé et formation obligatoire (objectif 60 % des placements en familles vs 45 %), **sortie accompagnée jusqu'à 25 ans** (logement + allocation transition 800 €/mois + accompagnement social), prévention en amont (TISF renforcés, thérapie familiale gratuite), éducateurs valorisés (+15 % rémunération, plafond 8 enfants/éducateur vs 15-20), école protectrice, justice enfance sous 30 jours, imprescriptibilité pénale crimes sur mineurs, Fonds indemnisation maltraitance ASE. Coût net 5 ans : ~-25 Md€ (investissement humain assumé), retour long terme : baisse structurelle SDF, prison, décrochage.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + loi organique financement ASE + décrets métiers social + Fonds national ASE (CSG 0,5 pt fléché)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/protection-enfance-ase-refondation/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/protection-enfance-ase-refondation.pdf

Recherche, universités et innovation

Recherche, universités et innovation : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
35 Md€	**30 Md€**	**-6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −30 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Faire passer la recherche française de 2,2 % à 3 % du PIB d'ici 10 ans (objectif Lisbonne européen), en s'inspirant des leaders mondiaux : Allemagne (instituts Max-Planck, Fraunhofer, Helmholtz), Suisse (ETH Zurich, EPFL), Israël (densité brevets/PIB record mondial), USA (transfert technologique massif). Sept axes : (1) Investissement public R&D porté à 3 % du PIB ; (2) Universités autonomes avec gouvernance renforcée (modèle ETH Zurich) ; (3) Transfert technologique massif (modèle Bayh-Dole américain) ; (4) Écosystème startup deeptech soutenu (lien France 2030 + FPSR) ; (5) Attractivité talents internationaux (visa chercheurs accéléré, salaires alignés sur le top mondial) ; (6) Simplification administrative drastique (fin du temps perdu en formulaires) ; (7) Souveraineté scientifique (lien Numérique, Climat, Santé). Coût net 5 ans ~30 Md€, ROI long terme massif (chaque € en R&D = 3 à 5 € de PIB à 15 ans, OCDE).

Vecteur juridique : Loi de programmation de la recherche 2025-2034 + révision Code éducation + LF + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/recherche-universites-innovation/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/recherche-universites-innovation.pdf

Refondation de l'école française

Refondation de l'école française : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
50 Md€	**45 Md€**	**-9 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −45 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder l'école française en s'inspirant de ce qui marche ailleurs, sans copier-coller. Six axes interconnectés : (1) Sélection et formation des profs à la singapourienne/finlandaise : concours rigoureux, master obligatoire à l'Institut National de l'Éducation, mentorat des deux premières années ; (2) Intervention précoce massive dès la maternelle, modèle finlandais (30 % d'élèves accompagnés au moindre signe) ; (3) Programmes refondés exigeants et stables (méthode Singapore Math en primaire, lecture syllabique exclusive, stabilité 10 ans garantie) ; (4) Discipline et cadre clair : uniforme obligatoire, sanctions facilitées, contrat école-famille ; (5) Voie pro valorisée à l'allemande : triplement de l'apprentissage, partenariats entreprises, bac pro repensé ; (6) Éducation climatique transversale obligatoire dès le CM1, modèle italien 2019. Objectif : passer la France du 23e rang PISA à un classement top 10 OCDE en 10 ans, et surtout diviser par 2 les inégalités scolaires.

Vecteur juridique : Loi cadre Refondation école + révision Code éducation + décrets + arrêtés programmes

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/refondation-ecole-france/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/refondation-ecole-france.pdf

Régulation de l'enseignement supérieur privé lucratif

Régulation de l'enseignement supérieur privé lucratif : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
500 M€	**-2 Md€**	**+400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +2 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

L'explosion des écoles supérieures privées lucratives (5 à 15 k€/an de tuition, qualité variable, promesses trompeuses) détourne massivement le **CPF (Compte Personnel Formation)** vers des formations douteuses. Cette mesure régule sans étouffer : **certification qualité obligatoire** (label EESPIG renforcé, contrôle annuel indépendant), **interdiction de la communication commerciale trompeuse** avec sanctions DGCCRF, **CPF fléché uniquement établissements labellisés** (économies ~500 M€/an), **contrôle placement post-diplôme obligatoirement publié** (taux d'emploi, salaire médian, satisfaction), **médiateur national étudiants**, **remboursement automatique en cas de promesse non tenue** (100 % placement affiché non tenu = remboursement), **interdiction promesses chiffrées non-tenables**, **contribution qualité 3 % du CA fléché fonds contrôle indépendant**. Coût net 5 ans : ~+2 Md€ (économies CPF > coûts contrôle).

Vecteur juridique : Loi ordinaire ESR + refonte code éducation (labellisation) + décrets qualité + convention CPF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/regulation-esup-prive-lucratif/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/regulation-esup-prive-lucratif.pdf

THÈME

Immigration & intégration

1 mesure · effet sur le solde : −200 M€ par an, soit −1 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/immigration-integration/

Politique migratoire assumée

Politique migratoire assumée : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4,5 Md€	**1 Md€**	**−200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder la politique migratoire française sur trois principes clairs : (1) accueil choisi et sélectif — quotas annuels d'immigration de travail à points (modèle canadien), asile en 6 mois, étudiants étrangers priorisés sur les secteurs souverains et la francophonie ; (2) intégration exigeante et contractuelle — parcours civique renforcé (400 h français jusqu'au niveau B1 + 150 h « République et valeurs ») opposable pour tout titre pluriannuel, avec sanctions en cas d'échec ; (3) retours effectifs et coopération assumée — aide publique au développement (12 Md€/an) conditionnée à la délivrance de laissez-passer consulaires par les pays d'origine (modèle danois), aide au retour volontaire renforcée, coopération policière et judiciaire structurée. Refonte de l'AME (Aide Médicale d'État) recentrée sur l'urgence vitale et les maladies transmissibles. Dispositif d'accompagnement au retour des Français de l'étranger et renforcement du réseau consulaire. Coordination explicite avec le Pacte d'autorité républicaine (Axe C) et Diplomatie (aide au développement) pour éviter les doublons budgétaires. Coût net additionnel sur 5 ans : ~+1 Md€ (~200 M€/an) — l'essentiel du dispositif est autofinancé par les frais différenciés étudiants hors UE, l'AME recentrée, et le redéploiement d'une part de l'APD.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (CESEDA + Code civil naturalisation) + LF (OFII, consulats, AME) + décrets + accords bilatéraux

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/politique-migratoire-assumee/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/politique-migratoire-assumee.pdf

THÈME

Institutions & démocratie

13 mesures · effet sur le solde : +10,9 Md€ par an, soit +54,6 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/institutions-democratie/

Commande publique souveraine et rationalisée

Commande publique souveraine et rationalisée : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
500 M€	**−8 Md€**	**+1,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +8 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Rationaliser les ~160 Md€/an d'achats publics : mutualisation interministérielle, centrale d'achat renforcée, préférence PME et local dans le cadre européen, lutte contre la surfacturation. Économiser pour le contribuable tout en faisant circuler l'argent public vers le tissu productif national.

Vecteur juridique : Réforme du Code de la commande publique (cadre UE) + renforcement de la Direction des achats de l'État.

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/commande-publique-souveraine-rationalisee/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/commande-publique-souveraine-rationalisee.pdf

Créer la Réserve nationale d'expérience

Créer la Réserve nationale d'expérience : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
7 Md€	**3,5 Md€**	**−700 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −3,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

À partir de la 3e année, tous les nouveaux retraités âgés de 62 à 67 ans, en bonne santé, sont mobilisés deux demi-journées par mois sur une mission au choix dans un catalogue de besoins identifiés localement. Pour les retraités déjà en cours, c'est du volontariat avec les mêmes avantages. La contrepartie est financière (bonification de pension + abattement d'impôt) et symbolique (statut de « Réserviste de la République »). Objectif : combler les manques opérationnels du service public, transmettre l'expérience aux nouvelles générations, et refaire du lien entre Français de toutes les classes d'âge.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + saisine préventive du Conseil constitutionnel + décrets d'application

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/reserve-nationale-experience/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/reserve-nationale-experience.pdf

Démocratie directe à la suisse

Démocratie directe à la suisse : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1,5 Md€	**1,5 Md€**	**−300 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Introduire en France les mécanismes éprouvés de la démocratie directe suisse, adaptés à la République : référendum d'initiative populaire à 500 000 signatures (~1 % du corps électoral, vs 4,7 M aujourd'hui), référendum facultatif sur les lois votées (100 000 signatures en 90 jours), initiative populaire constitutionnelle (1 M de signatures), votations groupées 4 fois par an selon calendrier prévisible, livret électoral neutre distribué à tous (arguments pour/contre + avis Conseil constitutionnel + chiffrage indépendant), plateforme numérique nationale sécurisée modèle estonien, démocratie locale renforcée. Garde-fous démocratiques solides : exclusion du référendum sur les droits fondamentaux, les engagements internationaux et certains volets budgétaires. Objectif : refonder la souveraineté populaire et restaurer la confiance dans les institutions.

Vecteur juridique : Révision constitutionnelle (Art. 3, 11, 89) + loi organique + décrets + déploiement plateforme nationale

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/democratie-directe-suisse/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/democratie-directe-suisse.pdf

Égalité Femmes-Hommes

Égalité Femmes-Hommes : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
12 Md€	**5 Md€**	**−1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

L'égalité Femmes-Hommes en France progresse trop lentement par rapport aux engagements pris depuis 30 ans : écart salarial encore 15 %, 87 % de la garde d'enfants assumée par les mères, 220 000 femmes victimes de violences conjugales/an, désertification des consultations gynéco. Le programme propose 5 axes opérationnels : (1) Égalité salariale effective — au-delà de 3 ans après évaluation Index Pénicaud sans correction, sanction automatique de -3 % du CA annuel (vs amendes faibles actuelles) ; (2) Garde d'enfant universelle 0-3 ans — création de 300 000 places en crèches, MAM et assistantes maternelles publiques, gratuité pour les <60 % SMIC, cohérence avec mesure Famille & Natalité ; (3) Plan Violences — +5 000 places hébergement d'urgence, ordonnance de protection délivrée en <6 h (vs 6 jours actuels), commissariats spécialisés violences intra-familiales dans toutes les villes >50 000 hab, dépôt de plainte en hôpital/mairie obligatoire pour les médecins en cas de constat ; (4) Représentation politique — sanctions cumulables aux partis non paritaires (suppression complète du financement public), parité dans les exécutifs ; (5) Plan Santé Femmes — reconnaissance et prise en charge endométriose (1 femme sur 10), accompagnement ménopause, +2 000 gynécologues médicaux d'ici 2032, accès IVG renforcé en zones rurales. Coût net 5 ans : +5 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + loi organique (financement partis) + décrets + LF (sanctions URSSAF, financement crèches)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/egalite-femmes-hommes/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/egalite-femmes-hommes.pdf

Exemplarité de la sphère politique

Exemplarité de la sphère politique : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
200 M€	**-1,5 Md€**	**+300 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +1,5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Aligner la classe politique sur les exigences que le programme demande aux Français. Dix axes : (1) Rémunérations encadrées (Président et Premier ministre 10 000 €/mois vs 16 000 ; Ministres 8-10 k€ ; Parlementaires 6 500 €/mois ; IRFM remplacée par remboursement de frais réels sur justificatifs) ; (2) Suppression des privilèges post-mandat (fin de l'indemnité à vie des anciens présidents, fin des avantages matériels au-delà de 6 mois après le mandat) ; (3) Application stricte du plafond retraite 2 000 € net/mois à tous les élus ; (4) Application des autres mesures (Service National obligatoire pour postulants politiques, ASU conditionnée si fin de mandat sans poste) ; (5) Réduction de 30 % du nombre de parlementaires (députés 577 → 400, sénateurs 348 → 240) ; (6) Suppression du CESE (doublon avec démocratie directe et conseils citoyens) ; (7) Transparence radicale (déclarations en open data temps réel, calendrier des rendez-vous lobbyistes publié obligatoirement) ; (8) Lutte renforcée pantouflage (interdiction 5 ans, vs 3 actuels) et conflits d'intérêts ; (9) Référendum révocatoire (modèle suisse adapté : un élu peut être révoqué en cours de mandat sur initiative populaire) ; (10) Élection présidentielle au scrutin majoritaire à 2 tours maintenu, mais durée du mandat à 6 ans non renouvelable (rupture avec le quinquennat permanent).

Vecteur juridique : Révision constitutionnelle par référendum + loi organique + loi ordinaire + décrets + redécoupage électoral

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/exemplarite-sphere-politique/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/exemplarite-sphere-politique.pdf

Fin de vie politique

Fin de vie politique (médias, partis, lobbies) : qu'est-ce que ça changerait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
500 M€	**0 €**	**0 € par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit 0 € sur 5 ans · neutre pour le solde public

La démocratie française est minée par trois capitations parallèles : (1) Capitation médiatique par quelques milliardaires (~85 % des médias français contrôlés par 10 familles : Bolloré, Niel, Arnault, Dassault, Bouygues, Drahi, Saadé, Pinault, Pigasse, Lagardère) ; (2) Capitation des partis politiques par les financements opaques et les transformations en machines électorales déconnectées ; (3) Capitation par les lobbies privés via influences sur la fabrique de la loi (registre HATVP peu effectif, ~25 000 lobbyistes actifs en France, 0,1 % réellement contrôlés). Le programme propose 4 axes complémentaires de la mesure « Exemplarité de la sphère politique » et « Mandat citoyen » : (1) Anti-concentration médiatique — un acteur ne peut pas détenir plus de 15 % d'audience cumulée (TV + radio + presse + numérique), audit annuel CSA-Arcom obligatoire ; (2) Audiovisuel public refondé sur le modèle BBC — gouvernance indépendante de l'État, financement par redevance affectée non-budgétaire, rédactions sanctuarisées ; (3) Financement des partis stabilisé — montant indexé sur le PIB, transparence

radicale des dons, plafonnement strict des dépenses ; (4) Registre des lobbies obligatoire renforcé — déclaration mensuelle et publique de tous les contacts entre lobbyistes et décideurs publics (parlementaires, ministres, hauts fonctionnaires), sanctions effectives en cas de manquement. Coût net 5 ans : neutre (réorganisations sans dépense supplémentaire).

Vecteur juridique : Loi ordinaire + loi organique (financement partis) + révision Arcom + décrets HATVP + saisine CC préventive

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/fin-vie-politique-medias-partis-lobbies/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/fin-vie-politique-medias-partis-lobbies.pdf

Mandat citoyen

Mandat citoyen : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
80 M€	**-120 M€**	**+24 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +120 M€ sur 5 ans · améliore le solde public

On ne devrait pas pouvoir diriger la France sans avoir vécu la vie professionnelle réelle de ceux qu'on prétend représenter. Quatre piliers : (1) Toute candidature à un mandat national (député, sénateur, président) ou à une fonction ministérielle exige 8 ans minimum d'expérience professionnelle dans un « vrai job citoyen » défini par la loi (CDI privé ou fonction publique opérationnelle, entrepreneuriat ≥3 ans avec CA effectif, service public régalien terrain) — le cabinet ministériel, les permanents de partis et le pipeline énarchie-cabinet-mandat ne comptent pas dans ce décompte ; (2) Limite stricte à 2 mandats successifs ou non-successifs au même niveau dans une vie (~10 ans max par fonction), pour empêcher les barons indéboulonnables ; (3) Possibilité d'un 3e mandat unique en statut « mentor » sans voix décisive mais avec mission de tutorat de nouveaux élus, à 60 % de l'indemnité normale et sans présidence de commission ; (4) Retour obligatoire à la vie civile pendant au moins 2 ans entre deux cycles électifs nationaux, sauf passage entre niveaux différents (local → national par exemple). Cette mesure complète « Exemplarité de la sphère politique » qui régit le statut pendant le mandat — celle-ci régit l'accès au mandat lui-même.

Vecteur juridique : Révision constitutionnelle (art. 25 — éligibilité) + loi organique (catégories expérience, HATVP) + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/mandat-citoyen-experience-prealable/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/mandat-citoyen-experience-prealable.pdf

Réactiver le Service national

Réactiver le Service national : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
17,5 Md€	**17 Md€**	**-3,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –17 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Tous les jeunes Français, filles et garçons, accomplissent 8 semaines obligatoires de service national après le baccalauréat (18-19 ans), avant l'entrée dans l'enseignement supérieur ou la vie active. Un tirage au sort national répartit la cohorte annuelle en deux moitiés : une voie « préparation militaire et défense » (350 000/an), une voie « service civique et public » (350 000/an). Dans chaque voie, le jeune choisit la mission qui l'intéresse. Pas d'évitement facile, soupape étroite encadrée par une commission pour les rares situations exceptionnelles. Coût annuel : ~3 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (abrogation partielle loi 1997-1019) + décrets + accord interministériel Défense/Intérieur

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/service-national-obligatoire-tirage-au-sort/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/service-national-obligatoire-tirage-au-sort.pdf

Réduire de 120 000 les effectifs publics non régaliens

Réduire de 120 000 les effectifs publics non régaliens : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
25,5 Md€	**7,5 Md€**	**-1,5 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –7,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Geler les recrutements dans les administrations centrales, les opérateurs et les services support de l'État pour libérer 120 000 ETP en 5 ans. Affecter ~70 % des économies au recrutement et à la revalorisation des enseignants, soignants et policiers ; rendre ~30 % aux contribuables sous forme de baisse d'impôt.

Vecteur juridique : Loi de finances annuelle (plafonds d'emploi) + loi ordinaire (modif. CGCT pour DGF) + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/reduire-effectifs-publics-redeployer/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/reduire-effectifs-publics-redeployer.pdf

Réforme des collectivités locales

Réforme des collectivités locales : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5 Md€	**−75 Md€**	**+15 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +75 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Refonder l'organisation territoriale française pour mettre fin au millefeuille, simplifier l'action publique locale, et dégager 20-30 Md€/an d'économies à régime de croisière. Sept axes : (1) Suppression progressive des départements sur 5-7 ans, avec transfert des compétences sociales (RSA → ASU nationale, MDPH, ASE) à la Région et au Bloc communal ; (2) Clarification radicale des compétences (Région = développement / lycées / transports / environnement ; Bloc communal = services à la population, urbanisme, écoles primaires) ; (3) Fusion communale incitée par DGF +20 % pour atteindre ~10 000 communes en 10 ans ; (4) Mutualisation obligatoire des services support (RH, finances, achats, juridique) au niveau intercommunal ; (5) Réforme DGF avec critère de bonne gestion ; (6) Plafonnement fiscal et de la dette locale ; (7) Évaluation publique annuelle de chaque collectivité. Révision constitutionnelle nécessaire (article 72), validée par référendum populaire via la mesure démocratie directe.

Vecteur juridique : Révision constitutionnelle (Art. 72) par référendum + loi cadre + révision CGCT + LF + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/reforme-collectivites-locales/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/reforme-collectivites-locales.pdf

Revue des agences et opérateurs de l'État

Revue des agences et opérateurs de l'État : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
500 M€	**−12 Md€**	**+2,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +12 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Lancer une revue systématique des ~1 200 agences et opérateurs de l'État (~50 Md€/an) : fusion des redondances, suppression des structures sans valeur ajoutée démontrée, réinternalisation des missions régaliennes. Prolongement de la simplification en 12 pôles ministériels. Un État plus lisible coûte moins et fonctionne mieux.

Vecteur juridique : Loi de finances + décrets de réorganisation, en lien avec la simplification en 12 pôles.

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/revue-agences-operateurs-etat/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/revue-agences-operateurs-etat.pdf

Simplification de l'administration centrale

Simplification de l'administration centrale : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2 Md€	**−5 Md€**	**+1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

L'administration centrale française compte ~40 ministères, ministres délégués, secrétaires d'État reconfigurés à chaque gouvernement (~2 ans en moyenne depuis 2017). Cette instabilité génère : coûts de reconfiguration IT et RH, perte de mémoire administrative, inefficacité. Cette mesure fusionne les administrations centrales en **12 pôles ministériels stables** verrouillés sur 10 ans, avec **stabilité des directions générales** garantie (fin des mutations tous les 18 mois). Économies de gestion : **~1 Md€/an**. Modèle : Danemark (11 ministères stables), Suède (12), Allemagne (14), Corée du Sud (18 régaliens + subdivisions). Coût net 5 ans : **~+5 Md€** (économies structurelles).

Vecteur juridique : Loi organique organisation gouvernement + décret n° 2027 fusion ministérielle + convention stabilité DGA

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/simplification-administration-12-poles/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/simplification-administration-12-poles.pdf

Sortir du statut à vie dans la fonction publique

Sortir du statut à vie dans la fonction publique : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
14,5 Md€	**12,5 Md€**	**-2,5 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −12,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Tout nouveau recrutement dans la fonction publique hors régalien (police, gendarmerie, justice, armées) se fait sous CDI de droit privé, avec concours d'entrée et formation initiale maintenus. Les agents en poste se voient proposer un basculement volontaire avec un bonus de rémunération de +12 % en moyenne, en plus de la hausse générale de pouvoir d'achat liée à la baisse des charges sociales. Pour ceux qui restent fonctionnaires, la procédure de licenciement pour insuffisance professionnelle est simplifiée et un nouveau motif « défaut manifeste d'engagement » est créé, sous critères encadrés.

Vecteur juridique : Loi organique (CGFP) + loi ordinaire (cadre contractuel) + décrets + saisine préventive Conseil constitutionnel

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/sortir-statut-vie-fonction-publique/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/sortir-statut-vie-fonction-publique.pdf

THÈME

International & défense

3 mesures · effet sur le solde : −8,6 Md€ par an, soit −43 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/international-defense/

Défense & Armées

Défense & Armées : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
70 Md€	**30 Md€**	**-6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −30 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Reconstruire un outil militaire à la hauteur des menaces actuelles, sans abandon de la dissuasion ni de la souveraineté française. Neuf axes inspirés des leaders (Israël innovation, Suède/Norvège réarmement post-Ukraine, USA R&D massif, LPM 2024-2030 française à amplifier) : (1) Effort de défense porté à 3 % du PIB d'ici 5 ans (vs 2 % aujourd'hui) ; (2) Modernisation intégrale de la dissuasion nucléaire (composantes océanique et aéroportée) ; (3) Industrie souveraine renforcée (Dassault, Naval Group, Thales, Nexter, Airbus Défense, MBDA, KNDS) ; (4) Europe puissance et défense européenne ; (5) Cyberdéfense massive (lien Numérique souverain) ; (6) Souveraineté spatiale (Ariane, Eutelsat, espace militaire) ; (7) Exports stratégiques (3e exportateur mondial à consolider) ; (8) Réserve opérationnelle portée à 200 000 (vs 74 000 aujourd'hui), articulation avec Service National voie A ; (9) Conditions de vie des militaires améliorées. Coût net 5 ans ~30 Md€, mais souveraineté et sécurité nationale non chiffrables (incontournables).

Vecteur juridique : Loi de programmation militaire 2026-2032 + loi organique LOLF + LF + décrets + accords internationaux

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/defense-armees-reforme/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/defense-armees-reforme.pdf

Diplomatie, Europe et politique internationale

Diplomatie, Europe et politique internationale : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
10 Md€	**5 Md€**	**-1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder la politique étrangère française autour de la souveraineté, de l'Europe puissance et de la reconquête diplomatique en Afrique. Sept axes : (1) Europe puissance (alliance franco-allemande, défense européenne, souveraineté technologique, frontières communes) ; (2) Reconquête en Afrique (économique, diplomatique, culturelle, sécuritaire ; rupture avec la Françafrique mais maintien de la coopération) ; (3) Francophonie politique (OIF leadership, 715 M de francophones d'ici 2050) ; (4) Aide au développement repensée et conditionnée (0,55 % du RNB, ciblée et contrôlée) ; (5) Engagement équilibré ONU/OMC/OTAN (maintenir la voix française) ; (6) Exports stratégiques (armement, énergie, transport, agro) ; (7) Soft power coordonné avec mesures Culture, Numérique, Climat. Coût net 5 ans ~5 Md€, retombées économiques estimées 10-15 Md€ + retombées diplomatiques essentielles.

Vecteur juridique : Loi de programmation diplomatie + LF + décrets + accords internationaux + adaptation européenne

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/diplomatie-europe-international/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/diplomatie-europe-international.pdf

Outre-mer stratégique

Outre-mer stratégique : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
10 Md€	**8 Md€**	**-1,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −8 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Les territoires d'Outre-mer (DROM-COM : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, TAAF, Clipperton) sont l'autre France : 2,8 millions d'habitants, 11 millions de km² d'espace maritime (2e ZEE mondiale grâce à eux), mais cumulant des indicateurs sociaux dégradés (chômage 18 % en Réunion, 25 % en Mayotte, jusqu'à 35 % en Guyane) et un sentiment d'abandon. Le programme propose 6 axes opérationnels : (1) Continuité territoriale renforcée — gratuité billets aérien France métropolitaine 1×/an pour les jeunes <26 ans des DROM-COM, bourses massives pour formation et études ; (2) Plan Eau — résolution durable des crises d'eau récurrentes

(Mayotte 2023, Guadeloupe permanente) avec investissement structurel ; (3) Énergies renouvelables — Outre-mer laboratoire EnR pour viser 100 % d'autonomie d'ici 2032 (solaire, éolien, géothermie, marin) ; (4) Souveraineté économique — filière nickel Nouvelle-Calédonie consolidée, agriculture diversifiée (vanille, café, fruits, pêche durable), tourisme premium ; (5) Justice et sécurité spécifiques — police et magistrature renforcées à Mayotte et Guyane, lutte spécifique orpaillage clandestin Guyane, immigration maîtrisée Mayotte ; (6) Reconnaissance et statut — relance du dialogue républicain post-référendum Nouvelle-Calédonie, plein respect des spécificités. Coût net 5 ans : +8 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + loi organique (statuts DROM-COM) + LF + accord politique Nouvelle-Calédonie

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/outre-mer-strategique/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/outre-mer-strategique.pdf

THÈME

Justice

3 mesures · effet sur le solde : −1,7 Md€ par an, soit −8,5 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/justice/

Justice administrative et Conseil constitutionnel

Justice administrative et Conseil constitutionnel : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2,5 Md€	**2 Md€**	**-400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Le Conseil d'État cumule aujourd'hui **fonction consultative** (conseil du gouvernement sur les lois et décrets) et **fonction juridictionnelle** (juge suprême administratif). Anomalie démocratique française corrigée dans tous les autres pays. Le Conseil constitutionnel est composé de 9 membres nommés par le Président et les présidents des Chambres, tous sans qualification professionnelle obligatoire. Cette mesure sépare le Conseil d'État en **deux entités distinctes**, refonde la composition du Conseil constitutionnel par **jury de professionnels tirés au sort** (universitaires + magistrats + avocats), accélère les délais des tribunaux administratifs (**décision sous 12 mois** vs 18-24 aujourd'hui) par recrutement de +200 magistrats. Coût net 5 ans : ~-2 Md€ (recrutements + refonte).

Vecteur juridique : Loi organique Conseil constitutionnel + loi ordinaire Conseil d'État + décret tribunaux administratifs

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/justice-administrative-conseil-constitutionnel/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/justice-administrative-conseil-constitutionnel.pdf

Justice civile et institutionnelle

Justice civile et institutionnelle : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5,5 Md€	**4,5 Md€**	**-900 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −4,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder la partie civile et institutionnelle de la justice française, complémentaire à la mesure Justice pénale humaine et efficace (thème sécurité). Neuf axes interconnectés : (A) Célérité — délais objectifs opposables (justice civile <12 mois, prud'hommes <9 mois, justice administrative <14 mois) ; (B) Numérique refondu — Portalis 2.0, PORTAILS citoyen, e-Barreau généralisé, dématérialisation 100 % des actes non contentieux ; (C) Aide juridictionnelle refondée — plafond de ressources 1 SMIC → 1,5 SMIC, revalorisation de la rémunération des avocats commis d'office (Unité de Valeur à 40 € vs 32 €), guichet unique numérique ; (D) Prud'hommes refondés — juge de proximité professionnel + assesseurs paritaires consultatifs (modèle allemand Arbeitsgericht), fin du paritarisme intégral qui bloque les procédures ; (E) Justice commerciale et économique — formation obligatoire des juges consulaires, PNF (Parquet National Financier) renforcé, articulation DGCCRF-AMF ; (F) Justice administrative — dématérialisation intégrale, +200 magistrats administratifs, objectif délai <14 mois ; (G) Indépendance renforcée — réforme constitutionnelle du CSM (autonomie budgétaire et administrative, avis conforme obligatoire pour la nomination des procureurs, sanctuarisation budget justice à 3,5 % PIB — cohérence Justice pénale) ; (H) Aide aux victimes — guichet unique numérique, Fonds de garantie renforcé (+200 M€/an), indemnisation < 3 mois ; (I) MARD (Modes Alternatifs de Règlement des Différends) — médiation obligatoire préalable pour litiges civils < 10 000 €, conciliateurs de justice +5 000 ETP. Coût net additionnel 5 ans : ~+4,5 Md€ (~900 M€/an) — les moyens massifs de la justice (magistrats, greffiers, prisons, CPIP) sont déjà comptés dans Pacte d'autorité et Justice pénale, on ne les recompte pas.

Vecteur juridique : Loi organique CSM + Loi ordinaire (procédure civile + prud'hommes + MARD) + révision constit. + LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/justice-civile-independance-acces/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/justice-civile-independance-acces.pdf

Réinsertion post-carcérale

Réinsertion post-carcérale : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,5 Md€	**2 Md€**	**-400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −2 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

50 000 personnes sortent de prison chaque année en France. 60 % récidivent dans les 5 ans (contre 30 % en Norvège). Cette mesure refonde la sortie de prison en 10 axes pour rompre le cycle : **accompagnement obligatoire 24 mois post-sortie** (référent unique du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation renforcé), **logement garanti 6 mois** dans structures adaptées, **allocation transition 800 €/mois** pendant 12 mois, **formation qualifiante obligatoire** débutée en prison, **accès prioritaire à la Voie B ASU** (service civique, missions publiques comme remboursement de dette sociale), **soutien à l'emploi** (contrats d'insertion, subventions employeurs), **soutien addictologie et santé mentale**, **coordination avec la mesure Aidants** (soutien familles). Coût net 5 ans : ~-2 Md€. Retour long terme : baisse récidive → économies prison + tribunaux + emploi.

Vecteur juridique : Loi ordinaire réinsertion + convention pluriannuelle Justice × Logement × Emploi + refonte Sortir Statut FP

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/reinsertion-post-carcerale/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/reinsertion-post-carcerale.pdf

THÈME

Logement

4 mesures · effet sur le solde : −6,24 Md€ par an, soit −31,2 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/logement/

Construire local et durable

Construire local et durable : qu'est-ce que ça changerait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4 Md€	**0 €**	**0 € par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit 0 € sur 5 ans · neutre pour le solde public

La France construit massivement en béton (≈10 % des émissions GES nationales, ~5 % des émissions mondiales pour le ciment), produit des bâtiments mal isolés qui exigent ensuite des climatiseurs énergivores, et importe des matériaux quand elle a tout sous la main. Le programme propose un changement de modèle profond : (1) Surtaxe progressive sur les projets de construction utilisant plus de 40 % de béton (modulée selon le type de bâtiment, avec exonérations pour les ouvrages d'art et le génie civil) ; (2) Avantages fiscaux pour les matériaux biosourcés français (bois certifié PEFC France, terre crue, chanvre, paille, pierre locale, brique terre cuite) — TVA réduite à 5,5 %, crédit d'impôt 20 % pour les particuliers, déduction d'IS bonifiée pour les promoteurs ; (3) Normes bioclimatiques renforcées dans la RE2025 (isolation hiver ET été, puits canadiens, puits de lumière, casquettes solaires, ventilation traversante naturelle) avec interdiction progressive des bâtiments neufs sans solution de confort d'été passif ; (4) Mission d'inspiration internationale (Suisse Minergie, Allemagne Passivhaus, Japon construction antisismique en bois, Suède bois de structure 9 étages, Maroc terre crue) pour adapter aux régions françaises ; (5) Plan Filière Bois France pour passer de 30 % à 70 % d'autonomie en bois de construction. Coût net 5 ans : neutre (avantages fiscaux compensés par surtaxe béton).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (CCH + Code construction) + décrets RE2025 + dispositif fiscal LF + adaptation DTU/règles pro CSTB

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/construire-local-durable/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/construire-local-durable.pdf

Étendre l'encadrement des loyers à toutes les zones tendues

Étendre l'encadrement des loyers à toutes les zones tendues : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
550 M€	**200 M€**	**−40 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −200 M€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Rendre obligatoire l'encadrement des loyers dans toutes les zones tendues (1 100 communes), aligner l'amende administrative à 5 000 € par logement et financer un service public du contrôle dans chaque préfecture concernée.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (loi du 6 juillet 1989, art. 17 et 25-9) + décret en Conseil d'État

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/encadrement-loyers-zones-tendues/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/encadrement-loyers-zones-tendues.pdf

Logement complet

Logement complet (construction, accession, foncier) : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
35 Md€	**25 Md€**	**−5 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −25 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder la politique du logement français en s'inspirant des leaders : Singapour (80 % du parc en HDB public-coopératif), Vienne (logement public dominant, prix maîtrisés), Allemagne (locatif fort et stable), Pays-Bas (mix équilibré). Neuf axes : (1) Construction massive 500 000 logements/an dont 30 % sociaux (vs 280 k aujourd'hui) ; (2) Plan accession propriété jeunes (PTZ étendu, apport facilité) ; (3) Foncier maîtrisé (lutte rétention foncière, taxes friches élevées) ; (4) Lutte contre la multipropriété abusive (taxation résidences secondaires + locations meublées touristiques) ; (5) Rénovation thermique massive (700 k logements/an, cohérent Plan Climat) ; (6) Accélération des permis de construire (de 18 mois à 6 mois) ; (7) Réforme loi SRU (réduire les blocages des

communes hostiles au social) ; (8) Simplification massive des normes ; (9) Articulation avec Famille (logements adaptés) et Plan Climat (passifs/positifs). Coût net 5 ans ~25 Md€, retours économiques massifs (mobilité travail, baisse APL, baisse mal-logement, hausse activité bâtiment ~120 Md€ secteur).

Vecteur juridique : Loi cadre Logement + révision Code de la construction et de l'urbanisme + LF + révision loi SRU + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/logement-construction-accession-foncier/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/logement-construction-accession-foncier.pdf

Politique de la ville et banlieues

Politique de la ville et banlieues : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
9 Md€	**6 Md€**	**-1,2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −6 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Les 1 514 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) concentrent 5,5 millions d'habitants soit 8 % de la population française, mais cumulent les difficultés : taux de pauvreté 43 % (vs 14 % moyenne nationale), chômage 19 % (vs 7 %), 60 % d'élèves sortis sans diplôme, sentiment d'insécurité 4× supérieur, désertification médicale. Après 50 ans de politiques de la ville insuffisantes (1977 Habitat et Vie Sociale → ANRU 1, ANRU 2, NPNRU), le programme propose un changement d'échelle massif et coordonné en 6 axes : (1) Désenclavement physique — priorité d'extension des SERM/RER (mesure Mobilité) vers les QPV, +500 équipements publics manquants (gymnases, médiathèques, crèches, dispensaires) ; (2) Mixité scolaire effective — pondération du Bondy/sectorisation, primes massives aux profs en REP+ (+500 €/mois), abondement crédits dans les zones défavorisées ; (3) Emploi prioritaire — Zones Franches Urbaines 2.0 (exonérations IS+charges 50 % pendant 8 ans, ciblées TPE-PME productives, pas commerce-restauration), plan formation/insertion 100 000 jeunes/an ; (4) Sécurité réelle — reconquête policière des zones de non-droit (lien Pacte Autorité), commissariats nouvelle génération, médiation sociale renforcée ; (5) Plan Jeunesse QPV — accès gratuit licence sport (lien Sport pour tous), Pass Numérique, mobilités encadrées, stages obligatoires entreprises ; (6) Démolition-reconstruction de qualité — terminer la NPNRU (12 Md€ déjà engagés), garantir qualité bioclimatique (lien Construire local et durable). Coût net 5 ans : +6 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (ZFU 2.0 + sectorisation scolaire) + décrets ANCT + dotation ANRU/NPNRU en LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/politique-ville-banlieues/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/politique-ville-banlieues.pdf

THÈME

Numérique & souveraineté

3 mesures · effet sur le solde : +2,18 Md€ par an, soit +10,9 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/numerique-souverainete/

Ambition spatiale civile française

Ambition spatiale civile française : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
6,6 Md€	**1,1 Md€**	**-220 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1,1 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Compléter la couverture existante du spatial français (militaire dans Défense, Kourou/CSG dans Outre-mer, industrie dans Diplomatie) par une mesure dédiée au spatial CIVIL — exploration, science, télécoms grand public, débris spatiaux, éducation. La France est 5e puissance spatiale mondiale grâce à la Guyane et Ariane, mais son ambition civile est fragmentée. Cette mesure structure un modèle républicain d'exploration et de souveraineté spatiale civile, complémentaire à la souveraineté spatiale militaire déjà votée. Dix axes : (A) Ministère délégué à l'Espace + Institut National de la Souveraineté et de l'Exploration Spatiale (INSES) baptisé « Institut Spatial Français Pesquet » — pilotage stratégique consolidé ; (B) CNES budget doublé (2 → 4 Md€/an), +2 000 ETP, coopération startups renforcée ; (C) Exploration lunaire Artemis (NASA + ESA) — participation française pleine, astronautes français Artemis 2028 (Adrien Cavelier confirmé) et Artemis 5 (2032), contribution technologique majeure au Lunar Gateway et modules Orion ; (D) Exploration Mars — programme scientifique européen ESA horizon 2040 (mission habitée), participation française sur robotique et sciences de la vie ; (E) IRIS² Constellation télécoms civils — alternative Starlink pour grand public français et européen, offre subventionnée pour zones rurales et Outre-mer, souveraineté connectivité assumée ; (F) Débris spatiaux — France leader mondial du nettoyage orbital, mission ClearSpace-1 étendue à ClearSpace-Fleet (10 missions), régulation internationale portée par la France ; (G) New Space français élargi — BPI Spatial dotée 500 M€, régulation orbites basses (STM — Space Traffic Management), soutien PME du spatial ; (H) Astronautes français post-Pesquet — Sophie Adenot ISS 2027, Adrien Cavelier Artemis, plan de sélection continue tous les 3 ans, formation astronautes civils élargie ; (I) Programme éducatif spatial — Rêve Mobilisateur France Spatiale, 1 000 clubs spatiaux dans collèges/lycées, partenariat CNES-Éducation, bourses ingénieurs spatiaux ; (J) Souveraineté et sécurité spatiale civile — ESA gouvernance renforcée, autonomie stratégique française préservée, coopération européenne consolidée, régulation débris à l'ONU. Coût brut ~6,6 Md€/5 ans, retombées exports + emplois + spin-offs ~5,5 Md€, net ~+1,1 Md€ sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code de la recherche + Code des postes et communications) + LF + décrets INSES + accords ESA/NASA

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/ambition-spatiale-civile-france/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/ambition-spatiale-civile-france.pdf

Cybersécurité citoyenne et PME

Cybersécurité citoyenne et PME : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,8 Md€	**-2 Md€**	**+400 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +2 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Les cyberattaques coûtent **~2-3 Md€/an à l'économie française** et menacent les PME, hôpitaux, mairies. Cette mesure démocratise la cyberdéfense : **ANSSI doublée en effectifs** (1 200 → 2 400 agents), **cyber-service national** avec 20 000 jeunes formés/an (voie intégrée au service national obligatoire), **diagnostic gratuit annuel** pour PME et collectivités < 250 salariés, **assurance cyber d'État** mutualisée (100 €/an minimum, PME et hôpitaux/mairies protégés), **formation obligatoire école** (collège et lycée : cybersécurité citoyens), **cyber-réserve opérationnelle** de 20 000 réservistes, **labellisation logiciels souverains** priorité commande publique, **sanctions cyber-attaquants** renforcées, **fonds d'indemnisation cyber-victimes** particuliers. Coût net 5 ans : ~+2 Md€ (économies attaques évitées > coûts). Retour à 15 ans : ~+10 Md€/an.

Vecteur juridique : Loi de programmation cybersécurité + décrets ANSSI + convention pluriannuelle cyber-réserve + code éducation

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/cybersecurite-citoyenne-pme/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/cybersecurite-citoyenne-pme.pdf

Souveraineté numérique et technologique

Souveraineté numérique et technologique : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
30 Md€	**-10 Md€**	**+2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +10 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Reconquérir la souveraineté technologique de la France en 5 ans, sujet de loin le plus rentable économiquement à attaquer (ratio coût/bénéfice ~1:3 sur 5 ans, ~1:10 sur 15 ans). Dix axes : (1) Création de Cloud France, alternative souveraine aux GAFAM pour l'État et les entreprises stratégiques ; (2) Programme IA française massif (10 Md€ sur 5 ans, formation 100 000 ingénieurs) ; (3) Souveraineté hardware (retour partiel du silicium en France/EU via le Chips Act européen) ; (4) Régulation des réseaux sociaux (transparence algorithmique, protection mineurs, lutte cyberhaine) ; (5) Cybersécurité civile (ANSSI étendue aux PME et particuliers) ; (6) Lutte contre la dépendance GAFAM (taxe élargie, obligations d'interopérabilité, alternatives publiques) ; (7) Données personnelles (RGPD renforcé, droit à l'oubli effectif) ; (8) Lutte massive contre la cybercriminalité (pôle judiciaire spécialisé) ; (9) Numérique inclusif (illectronisme, accès internet universel garanti) ; (10) Soutien à la Tech française (licornes, France 2030 numérique). Solde budgétaire net positif (~+5-15 Md€ sur 5 ans) grâce aux économies sur GAFAM et aux recettes Tech.

Vecteur juridique : Loi cadre Souveraineté numérique + LF + transposition DMA/DSA + décrets + Bpifrance

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/numerique-souverainete-technologique/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/numerique-souverainete-technologique.pdf

THÈME

Santé

16 mesures · effet sur le solde : −28,5 Md€ par an, soit −142,3 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/sante/

Aidants familiaux

Aidants familiaux : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
12 Md€	**6 Md€**	**-1,2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −6 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

11 millions de Français aident un proche dépendant (enfant handicapé, conjoint malade, parent âgé), gratuitement, souvent au prix de leur santé et de leur carrière. Aucun statut juridique réel, droit au répit théorique, retraite amputée. Le programme propose 5 axes : (1) Statut juridique reconnu (registre national HATVP-équivalent, identification automatique via CAF/MDPH/CPAM, droits attachés) ; (2) Allocation Aidant Familial — 600 €/mois pour les aidants à temps plein (>20 h/semaine documentées) financée par CNSA et CPAM ; (3) Congé d'aidant indemnisé 3 mois renforcés à 100 % du SMIC (vs ~50 % aujourd'hui), droit au répit opposable 100 h/an de remplacement professionnel ; (4) Validation trimestres retraite à 100 % pour la période d'aidance (vs partiel aujourd'hui), pas de pénalisation carrière ; (5) Formation gratuite, soutien psychologique remboursé, plateforme nationale d'aide aux aidants. Coût net 5 ans : +6 Md€ (investissement social majeur, évite des dépenses publiques de placement institutionnel ~30 k€/an/personne dépendante).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (statut aidant + AAF) + décrets CNSA/CPAM + LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/aidants-familiaux/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/aidants-familiaux.pdf

Allocation Dignité Universelle (ADU)

Allocation Dignité Universelle (ADU) : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
35 Md€	**25 Md€**	**-5 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −25 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Aujourd'hui, une personne en perte d'autonomie (handicap ou âge avancé) navigue entre 6 à 8 allocations différentes (AAH, APA, PCH, ASH, MTP, complément AAH, MVA, etc.), 6 à 8 guichets distincts (MDPH d'un côté, service APA du Département de l'autre), avec 9 à 18 mois de délais d'instruction et des ruptures de droits brutales à 60 ans (passage forcé PCH → APA). 3,5 millions de Français concernés, 27 Md€/an de dépenses éclatées, sous-recours estimé à 15-25 % par défaut d'information. L'ADU remplace ce patchwork par une **allocation unique graduée en 5 niveaux** (de 800 € pour autonomie partielle à 3 200 €/mois pour soins permanents 24/24), évaluée par une **Maison Départementale de l'Autonomie (MDA)** unifiée (fusion MDPH + service APA) avec un délai cible de moins de 3 mois. Cinq axes : (1) Création de l'ADU 5 niveaux ; (2) MDA unifiée par département ; (3) Volet logement adapté (subvention aménagement domicile) ; (4) Clause de non-régression (aucun bénéficiaire actuel ne voit son allocation baisser) ; (5) Disparition des ruptures de droits à 60 ans. Coût net 5 ans : +25 Md€ (revalorisation moyenne +15-20 % vs allocations actuelles, simplification administrative).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (création ADU + MDA) + décrets CNSA + LF (financement)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/allocation-dignite-universelle/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/allocation-dignite-universelle.pdf

EHPAD & virage domicile

EHPAD & virage domicile : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
30 Md€	**5 Md€**	**-1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Le scandale Orpea 2022 (livre Castanet « Les Fossoyeurs ») a révélé un système EHPAD à bout de souffle : ratio personnel critique (0,6 ETP/résident vs 1,0 en Allemagne, 1,5 en Suède), maltraitance documentée, marges d'actionnaires de fonds d'investissement, vacance de personnel 25-30 %, salaires aides-soignants 30 % inférieurs aux pays voisins. Et 60 % des personnes dépendantes vivent à domicile sans soutien structuré. Sept axes pour reconstruire un modèle digne et soutenable : (1) Ratio personnel ≥0,8 ETP/résident imposé par décret avec contrôle ARS ; (2) +30 % salaires aides-soignants/AMP EHPAD + formation accélérée ; (3) Contribution

Solidarité Vieillissement (CSV) sur dividendes EHPAD lucratifs — 30-70 % progressif avec voies d'allègement Qualité/Réinvestissement/Transparence (jusqu'à -50 %) ; (4) Virage domicile massif (+200 000 places HAD/SSIAD, modèle Buurtzorg + danois), objectif maintien à domicile 60 % → 70 % en 5 ans ; (5) Clause encadrée de renationalisation déclenchable des chaînes en faillite éthique (décision Conseil d'État sur maltraitance grave) ; (6) Transparence absolue prix/marges/effectifs sur ehpad.gouv.fr ; (7) Assurance Dépendance Obligatoire à auto-enrollment (cotisation 2 % salaire avec opt-out actif, 3 niveaux d'accès EHPAD selon cotisation) — soumise à référendum national en an 2. Coût net 5 ans : +5 Md€ (compensé partiellement par virage domicile + CSV + assurance dépendance à partir an 3).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (CSV + ratios + transparence) + référendum (assurance dépendance) + décrets ARS

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/ehpad-virage-domicile/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/ehpad-virage-domicile.pdf

Fin de vie & soins palliatifs

Fin de vie & soins palliatifs : quel impact sur les finances publiques ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4,5 Md€	**-1 Md€**	**+200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +1 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Avant tout débat sur l'aide active à mourir, la France doit régler son scandale silencieux : 50 % des personnes qui auraient besoin de soins palliatifs en fin de vie n'y ont pas accès (rapport IGAS 2023). Le programme propose deux volets indissociables et hiérarchisés : (1) Plan massif d'accès universel aux soins palliatifs en 5 ans : +5 000 lits dédiés, +3 000 équipes mobiles, accès au domicile et en EHPAD, +20 000 soignants formés ; (2) Encadrement strict de l'aide active à mourir (euthanasie et suicide assisté) sur le modèle belgo-canadien : conditions cumulatives strictes (souffrance physique ou psychique persistante, incurable, à la demande répétée du patient majeur en pleine capacité), avis collégial de 2 médecins + 1 psychiatre, délai obligatoire de réflexion de 30 jours, contrôle a posteriori par une commission indépendante. Soins palliatifs accessibles AVANT toute demande d'aide active. Clause de conscience pour les soignants. Coût net 5 ans : -1 Md€ (économies sur les soins aigus inadéquats compensent l'investissement palliatif).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (soins palliatifs) + loi de bioéthique (aide active à mourir) + décrets + référendum confirmatif

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/fin-de-vie-soins-palliatifs/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/fin-de-vie-soins-palliatifs.pdf

Grand âge à domicile et bien-vieillir actif 60-75 ans

Grand âge à domicile et bien-vieillir actif 60-75 ans : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
8 Md€	**6 Md€**	**-1,2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –6 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Deux angles complémentaires. **Grand âge à domicile** : les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) sont en crise (30 % turnover annuel, rémunération insuffisante). Refonte du statut des auxiliaires de vie (fusion SAAD, SSIAD, aides-ménagères) avec **+25 % de rémunération** portée à ~1 800 €/mois net + statut protégé, formation obligatoire 400 h, ratio 1 auxiliaire pour 8 personnes suivies. **Bien-vieillir actif 60-75 ans** : plan de prévention pour les 12 millions de seniors autonomes — sport senior remboursé (Prescri'Sport), formation cognitive continue (universités du 3e âge financées), sociabilité rurale (Maisons Bien-vieillir), coordination Gérontopôle national. Coût net 5 ans : ~-6 Md€ (investissement humain + santé).

Vecteur juridique : Loi ordinaire grand âge à domicile + refonte statut SAAD + convention pluriannuelle Santé × Départements

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/grand-age-domicile-bien-vieillir-actif/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/grand-age-domicile-bien-vieillir-actif.pdf

Handicap et inclusion universelle

Handicap et inclusion universelle : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5 Md€	**3 Md€**	**-600 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –3 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

12 millions de personnes en situation de handicap en France. Retard massif d'accessibilité (30 % du bâti public conforme, 60 % des gares SNCF, 25 % des écoles), MDPH engorgées (délai moyen 4-6 mois), Prestation de Compensation du Handicap sous-évaluée depuis 2005. Cette mesure refonde en 10 axes : **Accessibilité universelle bâti et transport à 100 % en 2032** (obligation légale avec sanctions), **Quota emploi handicap étendu à 8 %** (vs 6 % aujourd'hui), **Ada d'État — référent handicap** dans chaque administration/entreprise > 250 salariés, **Simplification MDPH** (délai < 45 jours), **PCH revalorisée** à hauteur du coût réel de la compensation, **numérique accessible** (loi RGAA renforcée), **école inclusive renforcée** (AESH + 20 000 recrutements), **culture accessible** (audiodescription obligatoire cinéma/télé), **sport handi accessible** (héritage JO 2024 renforcé). Coût net 5 ans : ~-3 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire handicap + révision code de la construction + refonte MDPH + convention pluriannuelle

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/handicap-inclusion-universelle/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/handicap-inclusion-universelle.pdf

Légalisation encadrée du cannabis

Légalisation encadrée du cannabis : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2,5 Md€	**-4,3 Md€**	**+860 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +4,3 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Sortir d'une politique de prohibition qui ne marche pas et qui coûte cher, sans pour autant banaliser le cannabis. Mise en place d'un monopole d'État sur la production, la distribution et la vente (modèle allemand 2024 adapté), avec des règles strictes : interdiction stricte aux mineurs (18 ans, contrôle d'identité systématique), quantité plafonnée à 30 g par mois et par adulte, auto-culture limitée à 3 plants à usage strictement personnel, traçabilité totale du producteur à la boutique. Vente uniquement en boutiques spécialisées agréées (~500 sur tout le territoire), à distance minimale des écoles et des lieux fréquentés par mineurs. Aucune publicité, aucun marketing, packaging neutre obligatoire (modèle paquet de cigarettes). Plan de prévention massif financé par les recettes : éducation à l'école dès le collège, campagnes nationales sur les risques (santé mentale, dépendance, accidents de la route), prise en charge renforcée des addictions. Recettes fiscales : ~2,8 Md€/an (taxes + monopole). Économies sur la chaîne pénale et la police : ~1,5 Md€/an (~80 000 procédures pénales annuelles évitées, ~3 000 places de prison libérées). Coup dur porté aux réseaux criminels (le cannabis représente ~50 % du chiffre d'affaires du narcotrafic en France selon l'OFAST).

Vecteur juridique : Loi ordinaire — Code de la santé publique (L. 3421-1 et suiv.), Code pénal, création SEITA-Cannabis (EPIC)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/legalisation-encadree-cannabis/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/legalisation-encadree-cannabis.pdf

Plan Cancer 2032

Plan Cancer 2032 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
6 Md€	**4 Md€**	**-800 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –4 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Le cancer reste la 1re cause de mortalité en France : 433 000 nouveaux cas/an, 162 000 décès/an. Les progrès médicaux sont massifs (5 ans survie passé de 35 % à 65 % en 30 ans), mais des inégalités d'accès flagrantes persistent (-15 ans d'espérance de vie hommes ouvriers vs cadres) et la couverture des dépistages organisés stagne. Le programme propose 5 axes : (1) Généralisation de 8 dépistages organisés (vs 3 aujourd'hui : sein, colorectal, col utérin) — extension au poumon (cohorte fumeurs >50 ans), peau (mélanome, basalome), prostate (PSA encadré), lymphome (suivi systématique post-radiation/chimio), élargissement âges cible des existants ; (2) INCa renforcé (Institut National du Cancer) — doublement budget pour pilotage scientifique national, +400 chercheurs ; (3) Recherche translationnelle — accélération du passage R&D → soin clinique (modèle USA, Israël), cofinancement public-privé renforcé ; (4) Accompagnement social et psychologique systématique — assistant social dédié, psychologue inclus, aide-aidant, conservation emploi facilité ; (5) Lutte contre les inégalités d'accès — déplacement des unités mobiles dépistage en zones rurales et QPV, traduction tous documents en 10 langues, accès enrichi Outre-mer. Coût net 5 ans : +4 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (programme dépistages) + décrets HAS/INCa + LF (CPAM)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/plan-cancer-2032/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/plan-cancer-2032.pdf

Plan Sport pour tous

Plan Sport pour tous : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
8 Md€	**5 Md€**	**-1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

La France est dernière de classe européenne sur l'activité physique. Le programme y répond par cinq axes interconnectés : (1) EPS doublée au collège et au lycée (de 2 h actuelles à 4 h/semaine effectives) avec recrutement de 8 000 professeurs d'EPS supplémentaires sur 5 ans ; (2) Licence sportive gratuite pour tous les <20 ans dans tout club affilié à une fédération reconnue (Pass'Sport généralisé et automatisé) ; (3) Plan infrastructure : +500 000 m² de salles polyvalentes, gymnases et terrains, dont 70 % en zones rurales et quartiers prioritaires, en partenariat avec les collectivités ; (4) Sport en entreprise : déduction fiscale renforcée pour toute entreprise offrant ≥1 h de sport/semaine à ses salariés sur temps de travail ; (5) Plan obésité national avec nutrition à l'école (Nutri-Score affiché en cantine, suppression sucre ajouté avant 6 ans), campagne santé publique, taxation accrue des sodas et boissons sucrées (déjà existante, durcie). Coût net 5 ans : +5 Md€. ROI santé documenté : ~3 € de dépenses santé évitées par 1 € investi dans la prévention par le sport (OMS).

Vecteur juridique : Loi ordinaire + décrets éducation + financement collectivités (cofinancement)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/sport-pour-tous/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/sport-pour-tous.pdf

Refondation du système de santé français

Refondation du système de santé français : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
130 Md€	**90 Md€**	**-18 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −90 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder le système de santé français en combinant universalité solidaire et responsabilisation. Huit axes interconnectés : (1) Hôpital public refinancé avec autonomie de gestion et nouvelle tarification (50 % dotation populationnelle + 30 % T2A + 20 % qualité, modèle allemand) ; (2) Plan soignants massif (revalorisation +300-500 €/mois, doublement IFSI, parcours de carrière) ; (3) Médecine de premier recours forte (10 000 centres pluri-professionnels, médecin traitant obligatoire et gatekeeper réel à la néerlandaise) ; (4) Prévention massive nationale (check-up annuel obligatoire dès 40 ans, programmes ciblés, taxes santé sur sucre/alcool/tabac/ultra-transformés) ; (5) Numérique de santé unifié (DMP national obligatoire à l'estonienne + télémédecine + IA diagnostique) ; (6) 5e branche autonomie musclée (modèle Pflegeversicherung, statut aidant, EHPAD repensés) ; (7) Plan national santé mentale (psychologue intégralement remboursé, plan jeunes) ; (8) Justice du financement (mutuelle intégrée à la Sécu, cotisation forfaitaire pour TOUS de 30 à 200 €/mois selon revenus, modèle LAMal suisse). Principe de gouvernance démocratique : les grandes orientations passent par référendum et co-construction avec les soignants, patients et ministère.

Vecteur juridique : Loi cadre Santé + référendum + LFSS + décrets + révision Code SS et Code santé publique

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/refondation-systeme-sante/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/refondation-systeme-sante.pdf

Réguler l'installation des médecins libéraux

Réguler l'installation des médecins libéraux : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1,4 Md€	**900 M€**	**-180 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −900 M€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Conditionner le conventionnement Assurance maladie d'un nouveau médecin libéral à l'installation dans une zone sous-dotée, en contrepartie d'une revalorisation des actes et d'une aide à l'installation renforcée.

Vecteur juridique : Loi ordinaire — modification de l'article L. 162-5 du Code de la sécurité sociale (cadre conventionnel)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/regulation-installation-medecins/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/regulation-installation-medecins.pdf

Santé mentale & pédopsychiatrie

Santé mentale & pédopsychiatrie : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
8 Md€	**6 Md€**	**-1,2 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −6 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

La santé mentale est la grande oubliée du système de santé français. 1 Français sur 5 souffre d'un trouble mental, mais 9 mois d'attente moyenne pour voir un pédopsychiatre, désertification médicale aiguë (~40 % des postes pédopsy non pourvus), 9 600 suicides/an (1re cause de mortalité 15-24 ans), 60 % des jeunes français rapportent une détresse psychologique post-COVID. Le programme propose 5 axes : (1) Plan +5 000 pédopsychiatres et psychiatres d'ici 2032 — doublement numerus clausus spécifique, revalorisation salariale +30 %, prime installation zones désertifiées, intégration pédopsychiatres CMP-CMPP au régime CDI privé ; (2) Remboursement intégral psychologues — 30 séances/an par psychologue conventionné (vs 12 séances dispositif MonPsy actuel insuffisant), accès direct sans ordonnance, modèle anglais NHS Talking Therapies ; (3) Plan Suicide Jeunes — formation systématique enseignants/parents/médecins repérage du suicide, ligne 3114 doublée, post-vention systématique, modèle finlandais ; (4) Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM) — formation 5 millions de Français en 5 ans (modèle Mental Health First Aid australien, ~3 % de la population australienne formée) ; (5) Plan Déstigmatisation — campagnes nationales (modèle Royaume-Uni 'Time to Change'), intégration santé mentale dans la médecine du travail et scolaire. Coût net 5 ans : +6 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (numerus clausus + remboursement) + décrets HAS + LF (CPAM)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/sante-mentale-pedopsychiatrie/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/sante-mentale-pedopsychiatrie.pdf

Souveraineté médicaments

Souveraineté médicaments : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
6 Md€	**-5 Md€**	**+1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

La France et l'Europe sont devenues totalement dépendantes de l'Asie pour les médicaments essentiels : 80 % des principes actifs sont fabriqués hors UE (60 % en Inde et Chine). Résultat : 4 000 ruptures de stock par an en France (vs 800 en 2017), prix opaques, vulnérabilité géopolitique majeure. Le programme y répond par cinq axes : (1) Plan relocalisation 50 molécules essentielles via un fonds public d'investissement BPI-Santé doté de 3 Md€ en 5 ans (modèle IPCEI batteries) ; (2) Partenariat européen IPCEI Santé pour mutualiser la chaîne UE et obtenir feu vert aides d'État compatible Commission ; (3) Réserve stratégique nationale de 6 mois de consommation sur les molécules critiques (antibiotiques, anti-cancéreux, antalgiques, anesthésiants) ; (4) Transparence radicale des prix à la source — fin du système opaque des accords confidentiels CEPS/laboratoires, publication des prix réels payés ; (5) Recherche publique fléchée avec brevets publics partagés (modèle COVID où la recherche publique a financé une bonne partie des vaccins privatisés). Coût net 5 ans : -5 Md€ via réduction des ruptures et meilleure négociation prix.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + décrets ANSM + accord UE IPCEI Santé + dotation BPI-Santé en LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/souverainete-medicaments/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/souverainete-medicaments.pdf

Sport de haut niveau et héritage JO 2024

Sport de haut niveau et héritage JO 2024 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3,5 Md€	**1,7 Md€**	**-340 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1,7 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Ne pas laisser mourir l'effet JO Paris 2024 (64 médailles, 5e nation) comme le Royaume-Uni post-2012. Structurer un modèle français de haut niveau, complémentaire à la mesure Sport pour tous (qui traite EPS, licence <20 ans, infrastructures, obésité). Dix axes : (A) INSEP refondé — sortie du statut EPSCP administratif, refonte gouvernance avec athlètes au conseil, doublement du budget (30 → 60 M€/an), extension aux 5 CREPS régionaux comme antennes ; (B) Suivi individualisé des athlètes de haut niveau — chaque athlète a un référent unique (sportif, médical, mental, formation, reconversion), plan de vie sur 15 ans, statut protecteur inscrit au Code

du sport ; (C) Handisport élevé au même rang — les Jeux Paralympiques Paris 2024 ont montré la capacité française (75 médailles, 8e nation) : budget para-sport aligné strictement sur budget olympique par athlète, INSEP mixte, communication médiatique alignée ; (D) AFLD renforcée — Agence Française de Lutte contre le Dopage indépendante de plein droit, budget doublé (12 → 25 M€/an), laboratoire national accrédité AMA, protection lanceurs d'alerte ; (E) Sport universitaire haut niveau à la française — modèle inspiré NCAA américaine adapté (10 pôles universitaires haut niveau, bourses double projet, aménagements études), fin du choix cornélien études vs compétition ; (F) Sports pro français — soutien fédérations et ligues (Ligue 1, Top 14, LNB, LFB, D1H, LNH volley), fiscalité stable, lutte contre les ligues fermées non-solidaires ; (G) Grands équipements post-JO 2024 — reconversion pérenne (Village olympique = 6 000 logements sociaux et étudiants Seine-Saint-Denis, Aquatique = piscine populaire, Adidas Arena polyvalente), pas de white elephants ; (H) Diplomatie sportive et candidatures — JO Hiver Alpes 2030 candidature française consolidée, Coupe du monde rugby 2027 (déjà accordée), stratégie candidatures 2030-2040 (JO été 2036 candidature française à évaluer, Coupe du monde football, Coupe du monde féminine) ; (I) Reconversion athlètes fin de carrière — statut protecteur, VAE renforcée, congé de reconversion 24 mois indemnisé, partenariat État entrepreneur productif pour insertion pro ; (J) Jeunesse et détection — Parcours Excellence Sportive régionaux, détection dès 8 ans dans quartiers populaires + ruralité, 1 000 places nouvelles en Pôles Espoirs et France. Coût brut ~3,5 Md€/5 ans, retombées économiques et cotisations ~1,8 Md€, net ~+1,7 Md€ sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code du sport) + LF + décrets INSEP/AFLD + partenariats fédérations et ligues professionnelles

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/sport-haut-niveau-heritage-jo/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/sport-haut-niveau-heritage-jo.pdf

Sport quotidien et lutte contre la sédentarité adulte

Sport quotidien et lutte contre la sédentarité adulte : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
2,5 Md€	**1 Md€**	**-200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

85 % des adultes français ne font pas les 30 minutes d'activité physique quotidienne recommandées par l'OMS. Coût sanitaire de la sédentarité : **~17 Md€/an** (INSERM 2023 — cardiovasculaire, diabète type 2, obésité, cancers, dépression). Cette mesure complète Sport pour tous (existant) avec focus adultes 30-60 ans : **Pass Sport adulte universel 200 €/an** (utilisable clubs, salles, activités municipales, éligible tout foyer < 60 000 €), **sport en entreprise obligatoire** pour > 250 salariés (2 h/semaine sur temps de travail), **campagne nationale « 30 minutes/jour »** avec label médecin traitant, **natation et activités aquatiques prescriptibles** par médecin (remboursées Assurance Maladie), **piscines municipales gratuites** créneaux famille week-end, **marche-santé** structurée dans chaque commune, **espaces urbains sportifs libres** (agrès street workout 1 pour 5 000 hab). Coût net 5 ans : ~-1 Md€, économies santé à 15 ans ~+2 Md€/an.

Vecteur juridique : Loi ordinaire sport et santé + refonte Pass Sport + convention pluriannuelle Sports × Santé × Emploi

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/sport-quotidien-lutte-sedentarite/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/sport-quotidien-lutte-sedentarite.pdf

Vaccination universelle

Vaccination universelle : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3 Md€	**-1 Md€**	**+200 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +1 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

La couverture vaccinale française reste très inégale : excellente sur les vaccins obligatoires enfants (DTP, ROR : 95 %), médiocre sur les vaccins recommandés (HPV <50 % vs 80 % UK, grippe seniors 50 %), et fragile sur les rappels adultes. La méfiance anti-vaccin est l'une des plus élevées au monde (1re rang mondial selon Wellcome Global Monitor 2018). Le programme propose 5 axes : (1) HPV — couverture 80 % en 5 ans (modèle Royaume-Uni 2008-2024) via vaccination scolaire systématique en 5e (filles + garçons depuis 2020) ; (2) Grippe et COVID gratuits et invitation directe pour les >50 ans (vs >65 ans actuellement) ; (3) Méningocoque ACWY systématique adolescents (vs B+C seulement actuellement) ; (4) Planning vaccinal numérique — carnet vaccination Mon

espace santé, rappels automatiques, prise de RDV en pharmacie/CPTS ; (5) Lutte contre la désinformation — autorité scientifique indépendante, formation médecins/pharmaciens à la communication sur le vaccin. Coût net 5 ans : -1 Md€ (gain budgétaire via prévention maladies évitées).

Vecteur juridique : Loi ordinaire (gratuité vaccins + scolaire HPV) + décrets HAS/CPAM + LF

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/vaccination-universelle/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/vaccination-universelle.pdf

THÈME

Sécurité & police

3 mesures · effet sur le solde : −5,9 Md€ par an, soit −29,5 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/securite-police/

Justice pénale humaine et efficace

Justice pénale humaine et efficace : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
12 Md€	7,5 Md€	−1,5 Md€ par an
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −7,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refonder la chaîne pénale française pour qu'elle soit à la fois plus humaine, plus efficace, et plus juste. Onze axes interconnectés : (A) Plan immobilier ambitieux de +15 000 places nettes de prison sur 8 ans, dont ~30 % construites selon le modèle Halden (Norvège) qui réduit la récidive de 60 %. (B) Désengorgement massif par alternatives à l'incarcération courte (TIG, bracelet électronique, surveillance renforcée). (C) Détention provisoire limitée à 6 mois sauf exceptions (terrorisme, criminalité organisée, complicité dissimulation). (D) Désincarcération psychiatrique : +5 000 places en UHSA (Unités Hospitalières Spécialement Aménagées). (E) Justice des mineurs revue : Centres Éducatifs Fermés renforcés, Service Civique Justice. (F) Programme de réhabilitation obligatoire en détention. (G) Justice restaurative développée. (H) Lutte contre la récidive post-sortie : logement de transition + suivi probation renforcé (+6 000 ETP CPIP). (I) Perpétuité réelle révisable à 40 ans (conforme CEDH Vinter 2013) pour terrorisme, crimes sexuels aggravés sur mineurs, meurtres aggravés. (J) Régime carcéral revu : travail pénitentiaire revalorisé (6-7€/h), confort conditionné, brouillage généralisé, MAIS dignité CEDH garantie. (K) Peines plancher élargies dès 1ère infraction pour 8 catégories d'infractions graves (VIF ITT>8j, violences sur dépositaire autorité publique, agressions sexuelles mineur, vol avec violence, trafic stupéfiants récidive/>500g, terrorisme, maltraitance animale grave, incendie volontaire) — motivation obligatoire et publique du juge en cas de dérogation.

Vecteur juridique : Loi organique modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale + Loi ordinaire (politique pénitentiaire)

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/justice-penale-humaine-efficace/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/justice-penale-humaine-efficace.pdf

Pacte d'autorité républicaine

Pacte d'autorité républicaine : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
21 Md€	17 Md€	−3,4 Md€ par an
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −17 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Mesure de synthèse philosophique et opérationnelle du programme. Neuf axes interconnectés pour remettre le respect, l'autorité et la civilité au cœur de la République : (1) Plan Sécurité : +20 000 policiers et gendarmes supplémentaires, équipement modernisé, reconquête des zones de non-droit ; (2) Justice : +5 000 magistrats, 15 000 places de prison, exécution effective des peines à 95 %, peines plancher pour récidive uniquement ; (3) Immigration maîtrisée : quotas annuels alignés sur besoins économiques (modèle canadien), asile en 6 mois maximum, OQTF systématiquement exécutées, intégration obligatoire renforcée ; (4) Civilité dans l'espace public : Code des incivilités, amendes immédiates, dépôt de plainte simplifié ; (5) Dignité du service public : protection juridique automatique des soignants, profs, policiers, agents publics ; (6) Lutte ferme contre tous les radicalismes (islamisme politique, extrêmes violentes) ; (7) Symboles républicains : drapeau, hymne, devoir de mémoire, cérémonie de naturalisation ; (8) Cohésion sociale et respect mutuel : plan national de médiation, lutte contre la cyberhaine, justice restaurative ; (9) Application effective des lois existantes : audit annuel par la Cour des comptes, abrogation des lois inappliquées. Cette mesure boucle le programme : sans autorité républicaine, sans application effective et juste des lois, sans respect mutuel restauré, aucune des autres mesures ne peut prendre sens dans la vie quotidienne des Français.

Vecteur juridique : Loi cadre + révision Code pénal, procédure pénale, CESEDA + LF + décrets + coopération internationale

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/pacte-autorite-republicaine/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/pacte-autorite-republicaine.pdf

Refonte Police-Population

Refonte Police-Population : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
7 Md€	**5 Md€**	**-1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

La police française souffre d'une crise de confiance historique (indice satisfaction 47 % en 2024, en baisse de 20 points en 10 ans) et d'un déficit d'effectifs sur les missions de proximité. Cette mesure refonde en 10 axes : **doctrine police de proximité** rétablie (fin de la BAC comme mode principal, retour à la police de quartier), **IGPN totalement indépendante** (magistrats + civils, présidée par magistrat, retrait de la police pour les enquêtes internes), **formation initiale portée à 24 mois** (vs 12 aujourd'hui, alignement Allemagne), **+25 000 policiers** en 5 ans (renforcement mission proximité), **caméras-piétons obligatoires** en 100 %, **corps unique gendarmerie/police à terme** (fusion progressive sur 10 ans, économies gestion), **contrôle par jury citoyen tirage au sort** dans chaque commissariat, **fin des contrôles au faciès** (récépissé obligatoire, statistiques anonymes publiées). Coût net 5 ans : ~-5 Md€ (investissement massif).

Vecteur juridique : Loi organique refonte police + loi ordinaire IGPN + convention pluriannuelle Intérieur × RH police

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/refonte-police-population/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/refonte-police-population.pdf

THÈME

Travail & emploi

6 mesures · effet sur le solde : +2,44 Md€ par an, soit +12,2 Md€ sur 5 ans · https://chiffrons.fr/themes/travail-emploi/

Allocation sociale unique et statut étudiant

Allocation sociale unique et statut étudiant : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
37,5 Md€	**−5 Md€**	**+1 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Deux dispositifs sœurs, une même philosophie : la Nation aide, le bénéficiaire contribue. **ASU-Actif** : fusion du RSA, de la Prime d'activité, des APL et de l'ASS en une allocation lisible plafonnée à 900 €/mois (modulée par la composition familiale), calculée automatiquement, conditionnée à 15-20 h/semaine d'activité au choix (formation, recherche d'emploi accompagnée, mission d'utilité publique, temps partiel), sanctions graduées jusqu'à 24 mois, durée maximale 3 ans consécutifs suivie d'1 an de pause. **Statut Étudiant universel modulaire** : chaque étudiant peut demander de 0 à 500 €/mois selon son besoin réel (5 paliers, ajustables 2×/an, plafond cumulé 30 000 €), quelles que soient les ressources parentales. Contrepartie : dette sociale contractuelle remboursable en euros (modèle HECS-HELP australien : 4-8 % du revenu au-delà de 30 000 €/an, prélèvement à la source, zéro intérêt) ou en temps civique (service civique, réserve, enseignement en QPV, soins en désert médical, coopération). Aucune annulation par la retraite ou le chômage longue durée (bascule automatique en voie civique). Fusion des bourses CROUS et APL étudiants. AAH, allocations familiales et chômage assurantiel restent hors périmètre.

Vecteur juridique : Loi ordinaire + saisine préventive Conseil constitutionnel + décrets d'application + refonte SI Caf et France Travail

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/allocation-sociale-unique/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/allocation-sociale-unique.pdf

Entreprendre sans risque

Entreprendre sans risque : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4 Md€	**1,5 Md€**	**−300 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Débloquer le potentiel entrepreneurial français en supprimant la peur du saut. La France a ~20 % de créations d'entreprises en moins que l'Allemagne à structure économique comparable, principalement parce que le chômage protège mais enferme : perdre ses droits en créant est un risque insurmontable pour beaucoup. Cette mesure sécurise le parcours entrepreneurial de bout en bout, en 9 axes : (A) Droit à la reconversion entrepreneuriale — 24 mois d'ARE intégralement conservés pendant la création, non conditionnés à ARCE ; (B) Filet post-échec — si l'entreprise ne marche pas dans les 24 mois, retour aux droits chômage antérieurs SANS reset ni carence (protection maximale) ; (C) Micro-entreprise élargie — plafonds CA doublés (services 37 500 → 75 000 €, marchandises 176 200 → 350 000 €), franchise fiscale-sociale sur les 24 premiers mois (modèle allemand Gründerzuschuss) ; (D) Statut de salarié-entrepreneur — cumul autorisé jusqu'à 20 h/semaine hors clause exclusivité, fiscalité neutre ; (E) Congé sabbatique création — 12 à 24 mois avec réintégration garantie chez l'employeur (CDI > 3 ans d'ancienneté), cotisations chômage remboursées à l'employeur en cas de retour ; (F) Chômage entrepreneur créé — extension ATI avec indemnisation en cas d'échec involontaire, sur base cotisations réelles ; (G) Flat tax dividendes réduite à 15 % (vs 30 %) pour les 5 premières années ; (H) Accompagnement BPI-France Travail — mentor obligatoire 24 mois, formation gestion 40 h, plateforme MonProjetEntrepreneur.gouv.fr ; (I) Reconnaissance sociale — mentorat inversé par retraités entrepreneurs. Coût brut ~4 Md€/an à régime, net ~+1,5 Md€/an après recettes = ~+8 Md€ sur 5 ans.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code du travail + Code de commerce + CGI + Code sécurité sociale) + LF + décrets URSSAF/BPI

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/entreprendre-sans-risque-reconversion/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/entreprendre-sans-risque-reconversion.pdf

Plan contre la fraude sociale et le travail dissimulé

Plan contre la fraude sociale et le travail dissimulé : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1,5 Md€	**-12 Md€**	**+2,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +12 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Créer un plan ambitieux et ciblé contre la fraude sociale, prioritairement le travail dissimulé et les cotisations éludées (le gros du sujet), par le croisement des données URSSAF, DGFiP, CAF et France Travail. Équité : chacun contribue et reçoit justement — sans faire des plus modestes des suspects.

Vecteur juridique : Loi de financement de la Sécurité sociale + loi sur le croisement de données (avis CNIL).

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/plan-national-anti-fraude-sociale/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/plan-national-anti-fraude-sociale.pdf

Plan PME-artisanat

Plan PME-artisanat : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
6 Md€	**3 Md€**	**-600 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −3 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Les PME et l'artisanat sont l'épine dorsale de l'économie française réelle : 99,8 % des entreprises, 52 % de l'emploi privé, 43 % du PIB marchand. Pourtant ils croulent sous la complexité, peinent à transmettre (30 % des transmissions échouent), n'ont pas la trésorerie pour investir, et perdent les savoir-faire artisanaux à chaque génération. Cinq axes : (1) Plan transmission PME — BPI Transmission 1 Md€ pour cofinancer les rachats internes (salariés, repreneurs locaux), médiation gratuite, formation des repreneurs ; (2) Simplification administrative drastique inspirée des Pays-Bas — réduction de 50 % du nombre de formulaires fiscaux/sociaux d'ici 2032, déclaration unique annuelle pour les TPE <10 salariés ; (3) Apprentissage doublé — passer de 1 million d'apprentis aujourd'hui à 1,8 million en 5 ans, financement primes apprentissage pérennisé, qualité des CFA renforcée ; (4) Plan Métiers d'Art — 50 métiers traditionnels en voie de disparition revalorisés (compagnonnage, transmission de maître à apprenti, bourse de l'État) ; (5) Cadre fiscal stable sur 5 ans — engagement contractuel de l'État sur IS, charges, fiscalité de transmission, fin du yo-yo législatif qui décourage l'investissement. Coût net 5 ans : +3 Md€ (investissement contre érosion économique).

Vecteur juridique : Loi ordinaire + LF (cadre fiscal stable contractuel) + décrets simplification + dotation BPI Transmission

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/pme-artisanat-soutien/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/pme-artisanat-soutien.pdf

Santé mentale et physique au travail

Santé mentale et physique au travail : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4,8 Md€	**-3,7 Md€**	**+740 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +3,7 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Rattraper 30 ans de retard sur la santé mentale et physique au travail dans le secteur privé français. Les mesures existantes (Refondation santé, Pacte d'autorité, Aidants) ne couvrent que les soignants publics, les agents publics et les aidants familiaux. Les ~20 M de salariés du privé restent sans protection systémique face aux 3 M en burn-out, 3 M touchés par les TMS, 400-800 suicides au travail/an, 50 % des arrêts maladie liés à des RPS. Coût social estimé ~30 Md€/an. Treize axes inspirés des 8 pays qui réussissent mieux (Suède, Belgique, Portugal, Danemark, Japon post-Karoshi, Allemagne, Finlande, Royaume-Uni) : (A) Prévention RPS obligation de RÉSULTAT (modèle suédois AFS 2015:4) — indicateurs mesurables opposables, diagnostic obligatoire tous les 2 ans >50 salariés, amendes inspection travail jusqu'à 5 % masse salariale (15 % en récidive) ; (B) Droit à la déconnexion effectif (modèle portugais 2021) — interdiction contact hors horaires sauf urgence documentée, dommages-intérêts 5 000 €/manquement, cadres forfait jours inclus ; (C) Personne de confiance externe obligatoire dès 20 salariés (modèle belge Loi Peeters 2014) + cellule d'écoute psy accessible 24/7 ; (D) Formation managers obligatoire au bien-être psychologique (modèle danois) — 3 jours obligatoires, renouvellement tous les 3 ans, certificat INRS ; (E) Burn-out reconnu comme maladie professionnelle (modèle belge) — tableau MP dédié, reconnaissance automatique après 6 mois d'arrêt + attestation psychiatre + médecin du travail, taux AT-MP employeur majoré ; (F) TMS — prévention structurée, diagnostic obligatoire postes à risque, formation gestes et

postures ; (G) Harcèlement moral et sexuel — plateforme nationale signalement anonyme, enquête interne obligatoire sous 30 jours, sanction employeur jusqu'à 15 % masse salariale ; (H) Télétravail — cadre juridique clarifié, forfait 300 €/mois si >50 % du temps, suivi santé mentale, interdiction télétravail forcé ; (I) Suicide au travail — cellule nationale INRS/CNAM, enquête systématique, modèle japonais post-Karoshi ; (J) Inspection du travail renforcée +2 000 ETP + budget INRS doublé (100 → 200 M€/an) ; (K) Plan de retour au travail obligatoire post-arrêt long — BEM à la française dès 6 semaines d'arrêt/an (modèle allemand) ; (L) Service santé au travail universel pour toute entreprise dès 1 salarié, mutualisé pour TPE (modèle finlandais) ; (M) Plafond heures supplémentaires strict — 45 h/mois maximum, 360 h/an, sanction pénale possible pour dirigeant (modèle japonais Work Style Reform Act 2018). Coût brut ~4,8 Md€/5 ans, économies ~8,5 Md€, net ~+3,7 Md€ de gain sur 5 ans. Impact solde global : +14,3 → +18 Md€.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code du travail + Code sécu sociale) + LF + décrets + réforme INRS/ANACT + réforme AT-MP

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/sante-travail-rps-burnout/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/sante-travail-rps-burnout.pdf

Travail toujours gagnant

Travail toujours gagnant : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
20 Md€	**4 Md€**	**-800 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −4 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Refondation du contrat social entre la Nation et les salariés modestes. Trois principes : (1) Le travail doit toujours être plus avantageux que l'inactivité assistée — mathématiquement, systématiquement, sans exception. (2) Ce n'est pas à l'employeur de porter la revalorisation politique des bas salaires — c'est à la Nation. (3) Les salariés au-dessus du SMIC (jusqu'à 2,2 SMIC) doivent aussi être reconnus pour ne pas se sentir « rattrapés » à chaque coup de pouce SMIC. Neuf axes : (A) Bonus Nation dégressif sur trois étages — +150 € SMIC-1,3 SMIC, +100 € 1,3-1,7, +50 € 1,7-2,2, versé par l'État sur ligne dédiée du bulletin de paie ~15 M salariés bénéficiaires ; (B) Réforme structurelle du SMIC en 2 composantes — SMIC légal indexé strictement sur l'inflation (versé par l'employeur, prévisible) + Bonus Nation revalorisé politiquement (versé par l'État), fin des coups de pouce imposés à l'employeur ; (C) Coûts fixes du travail pris en charge — mutuelle socle gratuite SMIC, transport 50 % étendu à l'essence rurale, garde d'enfant prioritaire, chèque Retour au Travail 500 € ; (D) Reste-à-vivre garanti supérieur au non-travail par algorithme public + dégressivité douce des aides sur 12 mois de reprise ; (E) Prime « Premier salarié + » — 200 €/mois pendant 12 mois via URSSAF pour TPE <10 salariés embauchant au SMIC ; (F) Reconnaissance sociale — statut « Actif certifié » (tarifs SNCF, culture, loisirs) ; (G) Prime ancienneté SMIC +300 €/an dès 24 mois consécutifs ; (H) ASU conditionnelle renforcée — refus de 2 offres raisonnables = perte des droits ; (I) Étalement 3 ans de la montée en charge pour préserver la marge budgétaire. Coût brut ~20 Md€/an à régime de croisière, économies (ASU réduite, cotisations nouveaux actifs, TVA sociale, effet macro) ~17-18 Md€/an, net ~+20 Md€ sur 5 ans avec étalement.

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code du travail SMIC 2 composantes) + LF (Bonus Nation, prime TPE) + Loi organique CIT + décrets

Fiche complète : https://chiffrons.fr/mesures/travail-toujours-gagnant-bonus-nation/ · fiche PDF : https://chiffrons.fr/telecharger/fiches/travail-toujours-gagnant-bonus-nation.pdf

Réutilisation et mentions

- **Données chiffrées** (montants, thèmes, constantes) : Licence Ouverte 2.0 (Etalab), compatible CC-BY 4.0. Citation suggérée : Chiffrons.fr, « Programme politique chiffré — 102 mesures », 2026, https://chiffrons.fr/donnees/ (Licence Ouverte 2.0).
- **Textes des fiches** : le site ne publie pas de licence ouverte pour ses textes. La page « À propos » indique que le travail est protégé par un dépôt e-Soleau auprès de l'INPI.
- **Méthode et rôle de l'IA** : les mesures sont rédigées par un humain ; un assistant IA (Claude, Anthropic) a servi à la recherche documentaire et au chiffrage. Le contenu n'a pas été validé par un expert institutionnel et peut contenir des erreurs. Détail : https://chiffrons.fr/a-propos/.
- **Corrections** : hello@chiffrons.fr. Version de référence, toujours à jour : https://chiffrons.fr/.